



INSET Angers - 26 et 27 mars 2013

SERVICE DOCUMENTATION INSET ANGERS



BIBLIOGRAPHIE

Elaborée par le service documentation et le service des Pôles de compétences des Politiques de solidarité, cohésion sociale, enfance de l'Inset d'Angers

Des enjeux renouvelés pour les politiques sociales, 30 ans après leur décentralisation

I / 30 ans de politiques sociales décentralisées : quel bilan ?	3
II / La transition énergétique : quels enjeux pour les personnes en situation de vulnérabilité ?	6
III / Demande sociale : quelles réponses de la part des politiques sociales territorialisées ?	10
A - Quels besoins pour quels publics ? Quelles évolutions ?	10
B - Quelles réponses des acteurs locaux ?	11
IV / Interventions sociales : changement de finalités et de nature ?	13
A - Appréhender les concepts : dignité - vulnérabilité - care	13
B - Les évolutions du travail social	14
C - Un secteur exposé aux risques psychosociaux	19
V / Social et médico-social : changement de paradigme ?	22
A - Investir dans le social : des dépenses de compensation aux dépenses de prévention	22
B - Vers un accompagnement social global	23
C - Participation des usagers et prise en compte de leurs capacités	25
D - Décloisonner les politiques de solidarité et mettre les politiques publiques au service de tous	29
VI / Dépense sociale : comment comprendre le(s) coût(s) ?	31
VII / Associations : partenaires ou prestataires des collectivités locales ?	35
VIII / Politiques sociales : quelles perspectives d'évolution pour les territoires ?	38
IX / Politiques sociales : quels enjeux de gouvernance pour les territoires ?	41
Annexe	43

I / 30 ans de politiques sociales décentralisées : quel bilan ?

Bilan de trente ans de décentralisation en matière sociale In Les politiques de cohésion sociale. Acteurs et instruments / JANVIER Guy, FOUREL Christophe - Centre d'analyse stratégique, DGCS - 02/2013 - pp. 215-238

- La décentralisation est entrée dans les mœurs, malgré de fortes disparités entre les territoires

- Les acteurs doivent inventer des modes de gouvernance capables de renforcer la cohésion sociale

<http://www.strategie.gouv.fr/content/rapport-les-politiques-de-cohesion-sociale>

Le département : une « vieille institution » qui a résisté au temps et aux critiques / GREGORY Marie-Ange - Métropolitiques - 21/01/2013

Le département sera-t-il la victime d'une nouvelle décentralisation « régionaliste » ? Cette collectivité a fait l'objet de vives critiques depuis sa création en 1789. Mais face aux attaques, les « départementalistes », appuyés par un puissant groupe de pression, ont préservé leur institution et renforcé son assise politique.

<http://www.metropolitiques.eu/Le-departement-une-vieille.html>

Décentralisation et cohésion sociale. Contribution de l'ODAS au débat sur la réforme de la décentralisation / LESUEUR Didier, SANCHEZ Jean-Louis - Cahiers de l'ODAS - 01/2013 - 28 p.

A l'heure où l'acte III de la décentralisation est dans les tuyaux, l'Odas publie un nouveau cahier intitulé « Décentralisation et cohésion sociale ». L'occasion pour l'institution de faire la synthèse de 22 ans d'observation de l'action publique en matière de solidarité et de dégager quelques axes qui permettront de réussir non seulement la restructuration des modes d'organisation et d'intervention, mais aussi des modes de décision au profit d'une vision chaque fois plus exigeante de l'action publique

<http://odas.net/Cahier-de-l-Odas-Decentralisation?mot1=rien&mot2=rien&mot3=74>

Spécial décentralisation : 30 ans de décentralisation : et après ? / BLUTEAU Philippe - Gazette des Communes (la) - 03/12/2012 - n° 46 - Cahier détaché 2 - 23 p.

Actes du colloque, Courrier des maires - Gazette des communes - Sénat - 23/10/2012

- bilan et perspectives de la décentralisation

- les 50 principaux arrêts sur la décentralisation

<http://www.lagazettedescommunes.com/135860/30-ans-de-decentralisation-en-1-infographie/>

Acte III de la décentralisation - Les départements, maillons affaiblis ?

Direction(s) - 12/2012 - n° 102-103 - pp. 4-6

Une nouvelle étape de la décentralisation se prépare. Aux manettes de l'action sociale, les conseils généraux, financièrement fragilisés, jouent gros. Sortiront-ils renforcés de cette future réforme ? Élus et professionnels du secteur social et médico-social sont aux aguets.

L'action sociale, une compétence à redéfinir / RIHAL Hervé - Semaine juridique - administrations et collectivités territoriales (la) - 05/11/2012 - n° 44-45 - pp. 36-38

Le président du conseil général est le "chef d'orchestre" de la décentralisation en matière d'aide et d'action sociale. A ce titre, il détient d'importants pouvoirs, notamment de police administrative et de réglementation. Il doit entrer en relation avec de très nombreux acteurs spécialement les usagers et les associations du secteur.

Décentralisation : bilan et perspectives

Actes : actions et territoires du social - 06/2012 - n° 429 - p. 20

Entretien avec Jean-Pierre Balligand, co-président de l'Institut de la décentralisation, député de l'Aisne, maire de Vervins.

Il y a 30 ans, l'Acte I de la décentralisation ou l'histoire d'une révolution tranquille / GIUILY Eric, MAUROY Pierre - Berger Levrault - 02/2012 - 239 p.

A l'occasion du 30e anniversaire de la loi Defferre du 2 mars 1982, Eric Giully nous livre un témoignage inédit sur les origines et les coulisses de la décentralisation dont il fut un acteur majeur. L'auteur explique la méthode qui a permis de faire aboutir cette réforme et porte un regard critique sur celles qui ont suivi, ouvrant le débat sur un nouvel acte de la décentralisation.

Décentralisation - 30 ans après, la genèse d'un véritable succès / MAUS Didier - Gazette des Communes (la) - 27/02/2012 - n° 9 - pp. 46-48

Les mérites de la décentralisation ont été soulignés par tous les gouvernements et toutes les majorités. La question n'est donc plus de savoir s'il convient de faire marche arrière mais, au contraire, de réfléchir, puis de décider, du rythme des nouvelles étapes de la décentralisation.

- deux logiques qui s'opposent
- les textes fondateurs
- le rôle du Conseil constitutionnel
- les enjeux de la décentralisation

L'année de l'action sociale 2012 - Bilan des politiques sociales, perspectives de l'action sociale / GUEGUEN Jean-Yves – Dunod, Gazette santé-social (La) - 2012 - 224 p.

À la veille de grands rendez-vous électoraux — l'élection présidentielle, suivie des élections législatives — l'édition 2012 de L'Année de l'Action sociale prend un relief particulier. C'est l'heure du bilan et des perspectives pour l'avenir. Que retiendra-t-on du quinquennat de Nicolas Sarkozy dans le secteur social et médico-social ? Principalement deux sigles : RSA et HPST. Entré en vigueur à mi-mandat, le 1er juin 2009, pour succéder au RMI, le RSA peine à prouver son efficacité. La loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) a, quant à elle, profondément modifié l'organisation et la gouvernance du secteur : création des ARS, nouvelle procédure d'autorisation des établissements et services. La loi HPST a déjà été amendée par une nouvelle loi, parue en août 2011.

La vocation sociale du département / LONG Martine, RIHAL Hervé - Actualité Juridique Droit Administratif - 03/10/2011 - n° 32 - pp. 1835-1841

Depuis les lois de décentralisation, la vocation sociale du département semble relever de l'évidence et le législateur n'a cessé de lui transférer de nouvelles compétences en ce domaine. La décentralisation, en la matière, a largement été, et continue d'être, un transfert de charges voulu par l'Etat. Et, depuis quelques années, cette décentralisation apparaît remise en cause. Elle pose, depuis le départ, questions en termes d'égalité entre les citoyens, ce qui a amené à une réduction des pouvoirs réels des conseils généraux. En outre, les générations récentes laissent transparaître une tendance à considérer que l'échelon intercommunal peut, notamment en zone urbaine, apparaître plus pertinent pour gérer ces questions.

Contribution à un bilan de la décentralisation - Rapport d'information de M. Edmond HERVÉ, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales n° 679 (2010-2011) - 28 juin 2011 / HERVE Edmond Sénat - 06/2011 - 328 p.

L'histoire, déjà ancienne, de la décentralisation à la française s'est brusquement accélérée au début des années quatre-vingt. Des centaines de textes constitutionnels, législatifs et réglementaires l'ont depuis lors enrichie, transformant progressivement l'organisation de notre République, désormais officiellement décentralisée : collectivités territoriales, élus, relations avec les citoyens, politiques publiques, finances locales, personnels territoriaux, services déconcentrés de l'État, coopération intercommunale... Tous les acteurs et tous les aspects de la décentralisation ont été impactés, parfois métamorphosés, par ces évolutions. Le rapport d'Edmond Hervé, rédigé au nom de la délégation sénatoriale aux Collectivités territoriales, se livre à leur analyse dans toutes leurs dimensions : historique, juridique, politique, sociologique, économique... Sa contribution à un bilan fait ressortir les points de consensus et de clivage, les évidences et les oublis, les mutations et les évitements, les échecs et les succès d'une décentralisation qui, au lendemain de nouvelles réformes d'ampleur, se trouve à la croisée des chemins.

<http://www.senat.fr/rap/r10-679/r10-6791.pdf>

Décentralisation dans le champ social : où en est-on ? / HELFTER Clémence - Informations Sociales - 11-12/2010 - n° 162 - 146 p.

Les lois ayant organisé la décentralisation du « social » en France ont été adoptées en deux vagues successives (1982-1983, puis 2003-2004). Depuis trois décennies, le « social » se trouve ainsi au cœur du processus de décentralisation. Ce dernier engendre des dynamiques dans le domaine de l'aide et de l'action sociales qui suscitent un certain nombre d'interrogations. La complexification croissante de l'environnement institutionnel du « social » conduit à des enchevêtrements de compétences et à des difficultés pour les collectivités territoriales de disposer des moyens financiers à la hauteur des missions à remplir. Ce numéro d'Informations sociales entend analyser l'acte II de la décentralisation en tenant compte de réformes récentes, telles que la révision générale des politiques publiques ou la réforme des collectivités territoriales et de l'État local.

Les politiques sociales décentralisées - Rapport annuel 2007-2008 / INSPECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES SOCIALES - Documentation Française - 2008 - 169 p.

Le champ social, "cœur de métier de l'IGAS", recouvre une réalité largement décentralisée. En puisant notamment dans les réflexions issues de ses missions successives, l'IGAS analyse le paysage issu de la décentralisation, la mise en œuvre des politiques sociales, décentralisées et ses difficultés, et s'interroge sur la redéfinition du rôle de l'État dans ce nouveau contexte. Le rapport retient plusieurs axes d'analyse et formule quelques pistes d'évolution, notamment sur la pertinence d'une organisation par blocs de compétence, l'évaluation et le contrôle des politiques sociales décentralisées, la redéfinition du rôle et de l'organisation de l'État. Les annexes proposent de précieuses informations complémentaires : répartition législative des compétences décentralisées ; délégations de compétences entre collectivités locales ; compensation financière initiale des compétences transférées ; inégalités de ressources entre collectivités territoriales et péréquation ; configurations ministérielles depuis 1982 dans le domaine social...

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000754/0000.pdf>

La décentralisation de l'action sociale l'irrésistible ascension du « département providence / LAFORE Robert In Acteurs locaux et décentralisation : processus à l'œuvre dans les domaines social et sanitaire - Revue Française des Affaires Sociales - 10/2004 - n° 4 - pp. 17-34

La France vient de connaître un second mouvement de décentralisation après celui des années 1982-1983. En matière d'action sociale, il conforte les choix opérés antérieurement en confiant à la collectivité départementale l'essentiel des attributions, tant en ce qui concerne le pilotage des politiques que, pour une large part, leur mise en œuvre. Notamment, le département devient l'acteur central des politiques d'insertion des populations en difficulté. Cette logique ne manque pas de soulever des questions si l'on considère au fond que c'est l'essentiel des politiques publiques en direction des populations fragiles, précaires ou encore dépendantes et inadaptées qui sont renvoyées au niveau local alors que la régulation des activités économiques et la production des richesses sont du ressort de l'Etat et au-delà relèvent largement des instances européennes.

<http://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2004-4-page-17.htm#citation>

II / La transition énergétique : quels enjeux pour les personnes en situation de vulnérabilité ?

La précarité énergétique dans le débat national sur la transition énergétique

Site du Réseau Rappel - 26/02/2013 - 7 p.

Dans le cadre du débat national sur la transition énergétique, les associations et ONG membres du Conseil national du débat ont été invitées à produire, pour chacune d'entre elles, un cahier d'acteur synthétique qui récapitule les mesures qu'elles soutiennent. Un groupe d'ONG et le réseau RAPPEL ont produit un "cahier d'acteurs collectif", porté par la Fondation Abbé Pierre et la fédération nationale des PACT. Cette contribution prolonge le manifeste de septembre 2012 "En finir avec la précarité énergétique !" et pose un certain nombre de revendications pour une prise en compte transversale et effective de la lutte contre la précarité énergétique dans les 5 groupes de travail du débat.

<http://www.precarite-energie.org/La-precarite-energetique-dans-le.html>

Panorama national des agendas 21 locaux et des pratiques territoriales de développement durable.

Observatoire national des Agendas 21 locaux - 02/2013 - 9 p.

L'Observatoire national des agendas 21 locaux consacre son dossier central à la vision prospective de l'agenda 21 de 2032 : "Construire les politiques territoriales de développement durable pour 2032".

<http://www.observatoire-territoires-durables.org/IMG/pdf/panorama-2013-v5.pdf>

La transition énergétique 2020-2050 : un avenir à bâtir, une voie à tracer / TISSOT-COLLE Catherine, JOUZEL Jean - Documentation Française - 01/2013 - 122 p.

Le « Facteur 4 » correspond à l'objectif pris par le gouvernement en 2003 et adopté en 2007 dans le Grenelle de l'environnement de diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre (GES) entre 1990, année de référence, et 2050. Cet objectif revient à réduire dans ce laps de temps les émissions de GES de la France de 75 %. Par ailleurs, la France est tenue au sein de l'Union européenne à l'objectif dit des « 3 x 20 » pour l'horizon 2020 (20 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique européen, accroissement de 20 % de l'efficacité énergétique, baisse de 20 % des émissions de CO₂). Afin de permettre à la France de répondre à ces objectifs, dans un contexte marqué par le changement climatique, la raréfaction des ressources naturelles facilement accessibles et l'évolution de la demande en énergie, le CESE considère comme prioritaire la transition vers un système énergétique décarboné. Il met en avant quatre conditions : une transition énergétique au service de la performance économique et sociale ; une redéfinition du mix énergétique ; une mobilisation des acteurs et des moyens à la hauteur du défi climatique ; une feuille de route favorisant et développant l'innovation

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000043/0000.pdf>

Inscrire la cohésion sociale et les solidarités dans le développement durable In Les Départements, acteurs innovants pour des territoires durables. Actes du colloque organisé le 27 novembre 2012 à Lille - Rencontres interdépartementales sur le Développement Durable avec le soutien de l'ADF - pp. 26-27

Atelier 5 présidé par Jean-Louis CHAMBON, Président de la Commission Politiques d'insertion au Conseil général des Pyrénées-Orientales Compétence phare des Départements et volet aussi important que l'environnement, l'économie et la gouvernance, le social n'est pourtant pas la thématique la plus investie ni la plus visible des actions de développement durable. Quelles sont les pistes pour développer les actions de développement durable dans ce champ ? Expériences des départements du Gers, du Maine-et-Loire, Pyrénées Orientales et Nord.

http://lenord.fr/frontoffice/UserFiles/Media/Catalogue/rencontres_Developpement_Durable/catalogues/data/catalogue.pdf

Pistes d'actions pour lutter contre la précarité énergétique. Synthèse. Labos de l'ANSA / Agence Nouvelle des Solidarités Actives - 10/2012 - 32 p.

Cette synthèse s'appuie sur les réflexions et les propositions d'actions élaborées lors des trois séances de travail du « Labo1 précarité énergétique » qui ont réuni un groupe d'experts et de professionnels travaillant sur les sujets de précarité énergétique, animées par l'Agence nouvelle des solidarités actives (ANSA).

http://www.precarite-energie.org/IMG/pdf/ANSA_Labo_Precarite_energetique_201209_Synthese.pdf

Journée nationale d'étude du 11 octobre 2012 - Précarité énergétique / Réseau des Acteurs de la Pauvreté et de la Précarité Énergétique dans le Logement

Comme chaque année, le réseau RAPPEL, réseau des acteurs de la pauvreté et de la précarité énergétique dans le logement, a organisé sa journée nationale d'étude annuelle le 11 octobre 2012. Le programme de la matinée était consacré à la transition énergétique : De quoi parle-t-on ? A quelles échéances ? Comment concilier transition énergétique et lutte contre la précarité énergétique ? Quelles sont les éléments économiques à prendre en compte, et quels outils financiers développer ? Retours sur les principaux enseignements de cette journée.

http://www.precarite-energie.org/IMG/pdf/CR_JN_RAPPEL_11_octobre_2012_Vfinale.pdf

Vulnérabilité énergétique : de l'accompagnement des ménages fragiles à la transition énergétique des quartiers. Atelier permanent d'échanges organisé le 20 septembre 2012 par le CR.DSU

Retour sur les interventions :

http://www.crdsu.org/c_10_244_Dossierthematique_2178_1_Vulnerabilite_energetique_de_l_accompagnement_des_menages_fragiles_a_la_transition_energetique_des_quartiers.html

La politique de la ville, quelle cohérence avec le développement durable ? / RAOULX Benoît, BEYNARD Karine, VIRVOULET Bruno - IRDSU - 03-04/2012 - 92 p.

Développé dans le cadre d'une convention de partenariat entre le Réseau des professionnels du développement social local de Bas-Normand et l'UFR de géographie de l'Université de Caen Basse Normandie, ce rapport tente d'analyser les rapports entre Politique de la ville et Développement Durable. Karine BEYNARD et Bruno VIRVOULET, auteurs de ce rapport, sont étudiants de la spécialité SUM et T « Sociétés Urbaines en Mutation et Territoires » du Master 2 Sciences Humaines et Sociales mention Géographie « Sociétés, Territoires, Aménagement, Environnement et Risques

http://www.irdsu.net/IMG/pdf/Politique_de_la_ville_quelle_coherece_avec_le_developpement_durable.pdf

Nord-Pas-de-Calais : des indicateurs alternatifs pour détrôner le PIB

Gazette des Communes (la) - 05/03/2012 - n° 10 - pp. 38-39

Même si elle arrive dernière, la région Nord-Pas-de-Calais est... pionnière. Cette collectivité classée 22e selon l'indicateur régional de santé sociale, a ainsi été la première à décliner, au niveau de son territoire, les indicateurs de développement humain. Une initiative saluée et reprise par l'Association des régions de France

Progrès social et développement durable / ROBERT Anne-Cécile - Monde Diplomatique (le) - 01/2012 - n° 694

Problème social et politique, les inégalités constituent également une entrave à la protection de l'environnement et un frein au développement économique. C'est ce que constatent le Programme des Nations unies pour le développement et l'Organisation internationale du travail, qui proposent des solutions.

Sociétés en transition, risques sociaux. Réaffirmer les priorités sociales du développement durable.

Repères pour l'action - Observatoire national des agendas 21 locaux et des pratiques territoriales de développement durable - Cahier n°5 - 08/2011 - 132 p.

<http://observatoire-territoires-durables.org/IMG/pdf/cahier5.pdf>

Volet social des Agendas 21 et compétence des collectivités / SCHENCK Fanny

Centre des Ressources de Développement territorial - 2011 - 42 p.

Cette note réalisée à partir de l'observation et de l'analyse d'un panel d'expériences de territoires examine la place du volet social dans les agendas 21 locaux : Quels champs d'action cela recouvre-t-il ? Comment se répartissent et s'articulent les compétences entre collectivités dans ces domaines d'intervention ? Quelles sont les démarches imaginées et mises en œuvre par les territoires pour intégrer ces enjeux de manière transversale au sein d'une stratégie de développement durable?...

<http://www.projetdeterritoire.com/index.php/Nos-publications/Notes-d-Etd/Volet-social-des-Agendas-21-et-competes-des-collectivites>

Pessac - C'est l'humain qui structure l'Agenda 21

Journal de l'Action Sociale (le) - 10/2011 - n° 160 - pp. 40-41

Pessac est une ville qui met le développement humain au cœur de son agenda 21. Pour aller plus loin, elle met tout en branle pour élaborer son projet pessacais de solidarité (PPS) en organisant une large concertation multipartenariale pour inventer les contours d'un vivre ensemble renouvelé.

De l'écoquartier à la ville durable - Des clefs pour (re)penser la question sociale / BERTRAND Damien, KERTUDO Pauline, FABUREL Guillaume, BRESSAUD Séverine, LAFORGUE Jean-Didier, SOUAMI Taoufik - Recherche sociale - 10-12/2011 - n° 200 - pp. 4-96

Comment cette montée en puissance des politiques de développement durable peut-elle contribuer à poser différemment la question sociale ? En quoi peut-elle nous permettre de mieux traiter les phénomènes de ségrégation socio-spatiale et contribuer à résorber le déficit démocratique constaté dans la production et la gestion de nos villes. Dans cette optique, nous publions ici la recherche action qui nous a été confiée par la DREAL de Lorraine et qui porte sur ce qui apparaît à ce jour comme l'une de ses réalisations les plus concrètes : "l'écoquartier". Les services de l'Etat nous ont en effet demandé ce que pourrait recouvrir le volet social des "écoquartiers" afin de les aider à affirmer leur propre positionnement auprès de maîtres d'ouvrage locaux et des méthodes pour appréhender au mieux la dimension sociale des projets, d'autre part.

Des territoires innovants au service du développement social durable

Actes : actions et territoires du social - 09-10/2011 - n° 420-421 - pp. 53-57

L'innovation et le développement durable, qu'il soit économique, environnemental ou social, sont deux des domaines d'action prioritaires de l'Union européenne. Les structures publiques, mais aussi les entreprises privées et les associations peuvent jouer un rôle essentiel pour développer une dynamique collective au cœur de territoires innovants. L'Union européenne, par ses textes législatifs et ses initiatives mais également grâce à des fonds structurels, soutient des actions pour encourager les territoires innovants, tout en favorisant le développement durable social.

Volet social des Agendas 21 et compétences des collectivités / ETD - 05/2011 - 36 p.

Cette note réalisée à partir de l'observation et de l'analyse d'un panel d'expériences de territoires examine la place du volet social dans les agendas 21 locaux : Quels champs d'action cela recouvre-t-il ? Comment se répartissent et s'articulent les compétences entre collectivités dans ces domaines d'intervention ? Quelles sont les démarches imaginées et mises en œuvre par les territoires pour intégrer ces enjeux de manière transversale au sein d'une stratégie de développement durable?... Cette analyse offre un éclairage riche d'enseignements sur les méthodes d'élaboration et de mise en œuvre des politiques territoriales. Elle permet d'identifier des pratiques qui marquent une réelle avancée dans la manière d'intégrer les questions sociales, qu'il s'agisse de l'anticipation des évolutions sociodémographiques des territoires, la prise en compte de besoins sociaux émergents ou l'élaboration de nouveaux modes de concertation avec les publics ou les acteurs du champ social
<http://www.projetdeterritoire.com/index.php/Nos-publications/Notes-d-Etd/Volet-social-des-Agendas-21-et-competences-des-collectivites>

Vivre ensemble dans une ville durable / Institut National des Etudes Territoriales - 04/2011 - 58 p.

Les 65 élèves administrateurs territoriaux de la promotion Robert Schuman ont vécu leur baptême entre la Seine-Saint-Denis et Stockholm. L'occasion de se pencher sur le vivre ensemble, en Région parisienne comme en Suède.
<http://eleve-administrateur-territorial.fr/Blog/wp-content/uploads/2011/04/Dossier-OVE-2011-04-02.pdf>

Précarité énergétique - État des lieux et propositions d'actions / Réseau des Acteurs de la Pauvreté et de la Précarité Énergétique dans le Logement - 03/2011 - 36 p.

Le réseau RAPPEL a souhaité synthétiser l'état des connaissances sur le sujet, ainsi que les types d'actions complémentaires contre la précarité énergétique à développer localement. Ce document rappelle quels sont les facteurs déterminants de la précarité énergétique ainsi que ses conséquences principales connues ou à étudier, chiffres et graphiques à l'appui. Il aborde dans un deuxième chapitre l'ensemble des actions qu'il conviendrait d'entreprendre, souvent à des échelles territoriales diverses, et des dispositifs à mobiliser et coordonner.
<http://www.precarite-energie.org/Precarite-energetique-Etat-des.html>

Les inégalités écologiques

T comme Territoires - 09/2010 - n° 1 - pp. 8-13

Logements insalubres, exposition aux risques et aux nuisances... **Comment faire en sorte que les populations déjà fragilisées économiquement ne cumulent pas d'autres situations socialement intolérables ?** Longtemps cantonnée en France à la seule sphère de la recherche, la question des inégalités écologiques se voit aujourd'hui mise en lumière avec le lancement, par le ministère du développement durable, d'un pacte de solidarité écologique. Décryptage d'un sujet complexe qui appelle de nouvelles actions de la part des collectivités.

- le cas du territoire lillois

http://www.iau-idf.fr/fileadmin/Etudes/etude_630/cahier_152_composer_avec_environnement.pdf

Politique de la ville et développement durable : quelles articulations ? Association 4D

Trois documents de synthèse issus de la journée d'étude organisée par l'association 4D le 9 février 2010

- *Développement durable, de quoi parle-t-on ?*

- *De l'articulation des projets territoriaux de développement durable et de la politique de la ville "*

- *Politique de la ville et développement durable, quelle collaboration ? - Enquête en Languedoc-Roussillon*

http://www.association4d.org/article.php3?id_article=656

Développement durable et politique de la ville

Profession banlieue - 09/2009 - 36 p.

Les agendas 21 et actions locales de développement durable se mettent en place progressivement en Seine-Saint-Denis. Ils constituent des prolongements et des cadres nouveaux d'actions de ces politiques. Pour approfondir ces changements et partager des connaissances, Profession Banlieue et la DIREN Île-de-France ont réuni durant cinq demi-journées un groupe de travail composé de huit collectivités engagées en politique de la ville et disposant d'un agenda 21. Deux thèmes ont été abordés: la participation des citoyens et le volet social des politiques territoriales de développement durable.

http://www.professionbanlieue.org/c_7_40_Publication_1077_0_Developpement_durable_et_politique_de_la_ville_36_p_a_telecharger.html

Conception des inégalités écologiques dans cinq pays européens : quelle place dans les politiques de développement urbain durable ? / Lydie Laigle, Mélanie Tual

Développement durable et territoires, Dossier 9, mis en ligne le 02 septembre 2007, consulté le 26 février 2013

Cet article traite de la question des inégalités écologiques en Europe, dans un premier temps, en explicitant cette notion complexe fortement tributaire des cultures sociopolitiques et philosophiques. Cette caractérisation est le préliminaire à une évaluation de la place occupée par les inégalités écologiques dans les politiques de développement urbain durable et la manière dont l'action publique prend en compte ce problème. Cette analyse comparative fait émerger les obstacles majeurs auxquels sont confrontés les acteurs chargés de faire advenir le développement durable en Europe face aux inégalités écologiques ainsi que des initiatives originales permettant de surmonter ces obstacles.

<http://developpementdurable.revues.org/4262>

Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable : quel rôle de la proximité dans ce processus ? / Valérie Angeon, Patrick Caron et Sylvie Lardon

Développement durable et territoires, Dossier 7, 2006, mis en ligne le 17 juillet 2006, consulté le 26 février 2013.

Notre article s'intéresse au rôle des relations sociales dans les processus de développement territorial durable. C'est à une analyse de la coordination locale, qui prend en compte l'importance des facteurs non marchands, que nous invite l'exploration théorique de ces mécanismes de développement. Nous retenons, pour ce faire, les approches du capital social et de la proximité. Après avoir étudié la manière dont les coordinations locales influent sur les dynamiques de développement territorial, nous montrons, dans la deuxième partie de ce texte, la complémentarité de ces deux champs théoriques. Dans la dernière partie de ce texte, nous nous intéressons à une caractérisation spatiale des liens sociaux. Nous mobilisons les trois registres de la proximité pour qualifier la traduction spatiale des relations sociales et comprendre la manière dont elles évoluent dans la perspective d'un développement territorial durable.

<http://developpementdurable.revues.org/2851#quotation>

III / Demande sociale : quelles réponses de la part des politiques sociales territorialisées ?

A - Quels besoins pour quels publics ? Quelles évolutions ?

Vieillesse et précarité : les CCAS contraints de s'adapter !

Actes : actions et territoires du social - 03/2013 - n° 436 - pp. 17-23

Tous les indicateurs confirment une augmentation de la précarité d'une partie des personnes âgées, les plus modestes, avec de petites retraites, les plus isolés. Pour les CCAS, cela suppose à la fois de repenser des aides, mais aussi de d'adapter certains dispositifs conçus jusqu'ici pour des familles. Si les questions financières sont centrales, la solitude fragilise un peu plus ceux dont l'avenir repose, en partie, sur la solidarité, de voisinage mais aussi nationale.

Lutte contre la précarité des femmes : le CESE formule ses préconisations

Actualités Sociales Hebdomadaires - 22/02/2013 - n° 2798 - p. 10

En 2010, la France comptait 4,7 millions de femmes vivant sous le seuil de pauvreté (sur un total de 8,6 millions de personnes) – c'est-à-dire avec moins de 964 € par mois. Et les femmes représentaient 70 % des 3,7 millions de travailleurs pauvres... Dans une étude rendue publique le 19 février (1), la délégation aux droits des femmes et à l'égalité du Conseil économique, social et environnemental (CESE), qui s'est saisie de cette problématique, invite les pouvoirs publics à agir pour lutter contre la précarité des femmes. Ses recommandations s'articulent notamment autour de « l'ouverture de perspectives » d'insertion sociale et professionnelle, en particulier dans le secteur des services à la personne où les salariés sont à 95 % des femmes

<http://www.lecese.fr/travaux-publics/femmes-et-precarite>

Statistiques d'accueil 2011. Regards sur 10 ans de pauvreté / Secours Catholique - 11/2012 - 88 p.

En dix ans, non seulement la pauvreté n'a pas diminué mais elle s'est ancrée davantage dans la société française. Il suffit parfois d'un accident professionnel ou personnel pour que la spirale de la pauvreté s'enclenche. Emploi, logement, santé, éducation... Les difficultés s'accumulent, les situations se complexifient, l'espoir de s'en sortir s'amenuise. Le cercle vicieux est alors de plus en plus dur à briser. Les chiffres du rapport, mais aussi les constats de terrain des équipes du Secours Catholique le montrent : les situations de précarité perdurent, se transmettant parfois de génération en génération

<http://www.calameo.com/read/00021196109011c37f578>

Inégalités entre jeunes sur fond de crise. Rapport de l'observatoire de la jeunesse 2012

INJEP, OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE ET DES POLITIQUES DE JEUNESSE, LABADIE Francine - Documentation Française - 2012 - 239 p.

L'institut national de la Jeunesse et de l'Éducation populaire, établissement public national placé sous la tutelle du ministre chargé de la jeunesse, a pour vocation d' « observer et analyser les pratiques et les attentes des jeunes, les politiques publiques et les actions qui leur sont destinées ». Son rapport 2012 souligne la fragilisation accrue de la jeunesse et le creusement des inégalités entre les jeunes en période de crise économique et sociale (inégalités scolaires, décrochage, précarisation de l'emploi, accès inégal aux soins, discriminations territoriales...). Le diagnostic, solidement argumenté, souligne l'impérieuse nécessité d'agir rapidement pour lutter contre les risques d'exclusion et amplifier les efforts pour donner à chacun sa place dans la société et garantir la cohésion sociale.

Crise économique, marché du travail et pauvreté / Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale - 03/2012 - 134 p.

Le septième rapport de l'ONPES, "Crise économique, marché du travail et pauvreté" a été remis à Mme Bachelot-Narquin, ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale et a fait l'objet d'une présentation publique le 29 mars 2012. Ce rapport souligne une lente tendance à l'augmentation de la pauvreté en France depuis 2004, qui touche en 2009 près de 8,2 millions de personnes, soit 13,5 % de la population, augmentation moins marquée cependant que dans d'autres pays européens. Les tendances présentes, accentuation de la précarité en emploi, réévaluation partielle des minima sociaux, laissent présager une poursuite de l'augmentation de la pauvreté.

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_ONPES_2011-2012_chap_2.pdf

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_ONPES_2011-2012_chap_1_.pdf

Dossier annuel 2012 - Pauvretés, précarités, exclusions / Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion - 2012 - 332 p.

- 20 ans de dossiers annuels
- Quand la pauvreté se durcit...la pauvreté est une violence
- Handicap et pauvreté : la double peine
- Enfance et pauvreté
- Parcours de personnes en précarité
- Entre injonction et transformation sociale
- L'économie, facteur aggravant

http://www.mrie.org/docs_transfert/publications/mrie-dossier-annuel-2012.pdf

Pauvre, oui...mais travailleur / LAFORE Robert - Actualités Sociales Hebdomadaires - 30/09/2011 - n° 2726 - p. 40

Dans le cours d'un été souvent humide et au milieu du feuilleton de la crise grecque, de la possible déliquescence de l'euro et des vapeurs des marchés financiers, un petit bruit est venu ajouter à la morosité ambiante : l'INSEE a livré des données sur « Les niveaux de vie en 2009 ». Il en ressort, ce qui n'est pas vraiment une surprise, que le nombre de nos concitoyens qui vivent sous le seuil de pauvreté atteint 8,2 millions, avec un revenu mensuel au-dessous de 954 €, et que la moitié d'entre eux ont un revenu disponible de moins de 773 €. Au-delà de ces chiffres en valeur absolue, déjà impressionnants, ce sont les tendances qui inquiètent : le niveau de vie des 10 % des personnes les plus modestes a baissé, alors que le niveau de vie médian progresse légèrement malgré la crise de 2008. Et s'agissant de chiffres qui concernent l'année 2009, les spécialistes s'accordent pour considérer que la situation s'est fortement aggravée depuis.

Une demande accrue d'aides extralégales

Gazette Santé Social (la) - 09/2011 - n° 77 - pp. 22-23

La troisième édition de l'enquête réalisée par la Gazette santé-social et l'Unccas fait de nouveau apparaître une aggravation de la précarité et des sollicitations massives.

Précarisation des retraités : les acteurs sociaux démunis

Actualités Sociales Hebdomadaires - 22/07/2011 - n° 2719-2720 - pp. 38-41

En l'espace de quelques années, les acteurs sociaux ont vu apparaître les premiers signes d'une précarisation à grande échelle des retraités. La surprise vient de la soudaineté du phénomène, provoqué par les effets cumulés des réformes successives des retraites. L'absence de solutions pour ce nouveau public inquiète les associations et les CCAS.

B - Quelles réponses des acteurs locaux ?

Action sociale locale : un changement de regard à imposer, là aussi...

Actes : actions et territoires du social - 02/2013 - n° 435 - pp. 21-26

La conférence nationale contre la pauvreté veut faire "changer le regard sur la pauvreté". Les CCAS ont eux maille à partir avec leur image, localement et nationalement, alors qu'une proposition de loi revient sur le devant de l'actualité pour proposer de les rendre facultatifs. En matière d'action sociale, les clichés ont la vie dure...mais les arguments existent pour les contrer.

Action sociale et société d'aujourd'hui In « L'action sociale : boulet financier ou renouveau de la solidarité ? » / ANDGDGARD - 2013 - pp. 4-15

Table ronde animée par Laurence Quinaut, Directrice générale des services du Conseil général d'Ille-et-Vilaine lors de la Journée d'étude « L'action sociale : boulet financier ou renouveau de la solidarité ? » organisée par l'ANDGDGARD, le 18 octobre 2012

http://www.andgdgard.asso.fr/images/stories/actualites/2013/SYNTHESE_JOURNEE_ACTION_SOCIALE.pdf

CCAS de Villeurbanne - Mieux adapter la réponse à la précarité

Actes : actions et territoires du social - 12/2012 - n° 433 - p. 33

D'octobre 2011 à juillet 2012, le CCAS de Villeurbanne a effectué une analyse des besoins sociaux. Construite à partir d'analyses quantitatives et qualitatives, d'entretiens menés auprès d'acteurs de l'action sociale et de l'insertion, celle-ci sert désormais de base pour définir des actions en direction des publics précaires.

L'action sociale locale s'adapte à la crise

Maires de France - 09/2012 - n° 294 - pp. 38-43

La crise a aggravé la précarisation d'un nombre conséquents de ménages, bousculant un peu plus la place et les missions de l'action sociale au niveau local. Comment dépasser l'urgence pour construire une réponse sur la durée, qui prenne en compte le spectre large des questions sociales et vise à une plus grande autonomie des personnes ?

Les marges de manœuvre et d'adaptation des acteurs locaux à la crise In Crise économique, marché du travail et pauvreté / Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale - 03/2012 - pp. 83-92

- *Un sentiment de développement de la précarité*
- *La crise amoindrit les capacités de résistance des plus exclus*
- *L'accompagnement en difficulté, même si les institutions cherchent à s'adapter*
- *Les stratégies des entreprises et des ménages souvent guidées par une forme de repli*
- *Des modalités d'adaptation diverses selon les territoires*

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_ONPES_2011-2012_chap_2.pdf

Lutte contre l'exclusion - Les CCAS à la recherche de nouvelles réponses

Actualités Sociales Hebdomadaires - 02/03/2012 - n° 2749 - pp. 28-31

Dans un contexte de crise et de restrictions budgétaires, certains centres communaux d'action sociale tentent de répondre aux nouveaux besoins sociaux par l'innovation. Ces initiatives, qui misent sur la prévention, le lien social ou l'animation du territoire, entendent sortir de la logique de guichet d'aides sociales. Reste à trouver les moyens d'évaluer et de pérenniser ces actions

Le CCAS de Grenoble, laboratoire d'innovations sociales

Le chef-lieu de l'Isère a décidé de faire de cet établissement un outil de développement du territoire et de rencontre des habitants

Lutte contre la pauvreté en milieu rural : une proximité toujours réinventée

Actes : actions et territoires du social - 01/2012 - n° 424 - pp. 21-27

Alors que certains remettent en cause l'existence des CCAS dans les petites communes, l'action sociale locale apparaît de plus en plus indispensable dans les zones rurales. Avec l'augmentation de la précarité, le vieillissement de la population et le recul de l'emploi, le manque de services de proximité se fait de plus en plus cruellement sentir. Dans ce contexte, les CCAS, par leur réactivité, leur capacité d'innovation et leur complémentarité avec les autres acteurs, démontrent toute leur valeur ajoutée.

Action sociale - Innovation, gouvernance...De nouveaux enjeux pour les CCAS et CIAS

Courrier des Maires (le) - 09/2011 - n° 249 - pp. 20-27

- *L'exclusion au premier rang de l'action sociale :*

Les CCAS et CIAS distribuent encore, en 2011, de quoi manger. Comme les associations, ils tirent la sonnette d'alarme. Exclusion, personnes âgées, aide à domicile... la demande croît.

- *Innover dans l'offre de service : L'action sociale locale est portée par les élus, parfois à bout de bras, au nom d'une continuité du service public privilégiant des solutions opérationnelles et innovantes.*

- *Relever le défi intercommunal :*

Communaux ou intercommunaux, les centres d'action sociale, largement investis dans le « facultatif », sont amenés à voir plus loin, vers le « développement social durable » et la gouvernance intercommunale.

IV / Interventions sociales : changement de finalités et de nature ?

A - Appréhender les concepts : dignité - vulnérabilité - care

Le travail du care / MOLINIER Patricia - La dispute - 2013 - 222 p.

Le care, ou le souci des autres, est une zone de conflits, de tiraillements et de dominations. Celle, notamment, du travail salarié des professionnels du soin et de l'assistance, constitué essentiellement d'un salariat féminin subalterne, surexploité et stigmatisé par son « manque de qualification », et parfois sa couleur de peau ; celle, aussi, du travail domestique, toujours inégalement distribué. Or, si on ne pourra jamais évacuer complètement le « sale boulot », il est urgent de penser une transformation politique du travail et de la société en plaçant le care au centre de la réflexion sur le travail. Pascale Molinier renouvelle ses recherches sur les enjeux psychiques du travail et sur les théories et pratiques du care en s'appuyant sur une enquête approfondie de l'activité des pourvoyeuses du care dans une maison de retraite de la région parisienne. Elle analyse notamment les conflits et tensions entre les cadres et les salariées, et montre que l'empathie pour les vieillards ne peut jamais être comprise en dehors de ces conflits pratiques et hiérarchiques. Le livre fait entendre, dans une écriture fluide, accessible et vivante, la voix des travailleuses du care, et les fait dialoguer avec le meilleur de la philosophie morale.

Politiser le care ? Perspectives sociologiques et philosophiques / GARRAU Marie, LE GOFF Alice (Dir)- Le Bord de l'Eau - 2012 - 169 p.

Le concept de «care», qui désigne tout à la fois une attitude morale – l'attention à l'autre, la sollicitude à son égard – et un ensemble de pratiques destinées à prendre soin des autres, a fait une entrée remarquée dans le débat public au printemps 2010. Tandis que certains y ont vu le pivot d'un projet de société alternatif, d'autres ont immédiatement répliqué que le care ne présentait aucun intérêt politique, voire constituait un concept écran masquant sous une rhétorique en vogue un ensemble de problèmes politiques sérieux, tels que l'accroissement des inégalités ou la permanence des rapports de domination. Face à la polarisation du débat, comme aux malentendus concernant le care auxquels il a donné lieu, cet ouvrage collectif voudrait poser une double question : les théories du care sont-elles dotées d'une portée politique ? Et si tel est le cas, en quoi consiste cette dernière ?

Où est passé le bien commun ? / FLAHAULT François - Mille et une nuits - 02/2011

Dans un monde où le politique est dominé par les puissances économiques et financières, et où le toujours plus de la croissance s'impose comme une fin en soi, la seule référence non économique qui subsiste est celle des droits individuels. La référence au bien commun a été évacuée. Des millions de citoyens, pourtant, continuent de s'en soucier. Encore faudrait-il qu'émerge une conception renouvelée du bien commun. Et que celui-ci reprenne sa place dans les préoccupations des politiques. François Flahault interroge le fondement des droits de l'homme. Il montre comment le progrès des connaissances anthropologiques apporte ce qui leur manque pour penser le bien commun. La vie sociale apparaît ainsi comme le lieu d'être de chacun d'entre nous, l'indispensable poumon de la vie individuelle. La fragile coexistence des humains repose largement sur les biens communs ou biens collectifs (au pluriel) dans lesquels se concrétise le bien commun (au singulier). Cependant, leur importance, ainsi que leur diversité naturelle et culturelle, matérielle et immatérielle, reste sous-évaluée au regard des biens marchands. Comment la lutte politique peut-elle faire évoluer les rapports de force dans un sens favorable au bien commun? L'auteur montre qu'il est possible de s'inspirer d'un autre modèle que ceux dont, plus de vingt ans après la fin de la guerre froide, nous sommes encore tributaires.

L'éthique du "care" / BRUGERE Fabienne - PUF - 2011 - 127 p.

*Quand Carol Gilligan a énoncé dans *Une voix différente* (1982) l'idée que les femmes ont une autre manière de penser la morale que les hommes, elle ne s'est pas contentée d'élargir la division des sexes à la morale. Elle a mis en avant un concept largement occulté et laissé à l'état de friche, le care. En portant l'attention sur ce « prendre soin », ce souci des autres, l'éthique du care pose la question du lien social différemment : elle met au cœur de nos relations sociales la vulnérabilité, la dépendance et l'interdépendance. Elle rend ainsi audible la voix des fragiles et met en garde contre les dérives conjointement marchandes et bureaucratiques de nos sociétés néolibérales. Cet ouvrage propose une synthèse des recherches autour de la notion de care et montre en quoi cette philosophie sociale constitue aujourd'hui un véritable projet de société.*

Il faut réhabiliter la dimension sociale et politique de la fragilité

Actualités Sociales Hebdomadaires - 25/02/2011 - n° 2698 - pp. 36-37

Fragilité, vulnérabilité... Ces notions émergent lentement dans le débat public. Le concept anglo-saxon du « care » met ainsi en avant la nécessaire attention à porter aux plus fragiles. Mais cette fragilité peut-elle réellement constituer une valeur sur laquelle asseoir des politiques sociales et économiques ? Les réflexions du philosophe Fred Poché.

De l'Etat providence à l'Etat accompagnant / GUERIN Serge - Editions Michalon - 2010 - 281 p.

Les compromis sociaux issus des Trente Glorieuses sont aujourd'hui mis en cause : tout autant que les désordres du capitalisme, ils contribuent à froisser et déchirer le tissu social. Pourtant les sociétés survivent. Elles sont mêmes d'une étonnante vitalité. Le monde des associations, les initiatives informelles et la famille n'en finissant pas de se réinventer et de tisser du lien. Attentives aux personnes, animées par le souci du bien commun, ces solidarités peuvent nous aider à repérer les grandes lignes d'un modèle social en émergence. Loin de l'action curative et des technologies du social développées par l'Etat providence, l'accompagnant et le care jouent un rôle central dans les nouvelles solidarités. Ils définissent des formes de soutien très variées, de la sécurisation des parcours professionnels à la prise en charge d'une personne en situation de grande fragilité. Ils peuvent mobiliser des institutions, des personnes isolées, des groupes. Comment articuler ces différentes actions, comment les insérer dans un projet de société ?

La paradoxale protection de la personne vulnérable par elle-même / LAVAUD-LEGENDRE Bénédicte - Revue de Droit Sanitaire et Social (la) - 05-06/2010 - n° 3 - pp. 520-534

La vulnérabilité est un état de fragilité antérieur à une atteinte à un droit juridiquement protégé. En réponse à cet état, le droit multiplie les techniques permettant la protection de la personne par elle-même, en favorisant l'autonomie et la responsabilité. Cette logique interroge. La vulnérabilité ne s'accompagne-t-elle pas fréquemment de l'absence de supports ou de protections nécessaires à l'autonomie ? Les mesures destinées aux personnes vulnérables risquent donc d'être vouées à l'échec, si, parallèlement, des supports de références comme le statut de salarié sont affaiblis.

Il y a confusion entre la dignité et le sentiment de dignité / FIAT Eric - Actualités Sociales Hebdomadaires - 30/04/2010 - n° 2657 - pp. 32-33

Droit à mourir dans la dignité, respect de la dignité de la femme, protection de la dignité des personnes handicapées... Cette notion est dans l'air du temps. Multiforme, elle renvoie autant au droit qu'à la bioéthique ou à la philosophie. Mais tout homme est-il forcément digne, quelles que soient sa situation et sa conduite ? Les éléments de réponse du philosophe Eric Fiat, qui publie « Grandeurs et misères des hommes. Petit traité de dignité ».

Grandeurs et misères des hommes - Petit traité de dignité / FIAT Eric - Larousse - 2010 - 231 p.

Ce masque à la place de traits singuliers, cette bave qui lui venait aux lèvres, ce besoin d'affection bruyant qu'elle manifestait souvent, cette insigne maladresse : tout cela rebutait Yvonne plus que le général, et sa foi ne l'aidait pas comme elle aurait dû... Lorsque Charles et Yvonne se recueillirent devant sa tombe, il lui prit la main, se pencha sur elle et lui dit : « Vous voyez Yvonne, maintenant elle est comme tout le monde. » L'amour et le respect que portait le général de Gaulle à sa fille trisomique : une histoire, parmi d'autres que traite ici l'auteur, qui nous parle de misère, de respect et du sacré présent en tout être humain. Tous les hommes sont-ils dignes de la qualité d'être humain ? La dignité est-elle inaliénable ? Peut-on la perdre sous la pression de ce que nous subissons ? Est-elle affaire de circonstances, de génétique, de condition ? Concept à la fois vague et à la mode, la dignité est souvent instrumentalisée afin de justifier tout et son contraire, comme dans le débat sur la légalisation de l'euthanasie. Employés à tort et à travers, le terme prête à confusion, confusion que cet essai tente de lever en lui redonnant sa véritable « vocation », son sens.

B - Les évolutions du travail social

Refonder le travail social ? / OTT Laurent - Actualités Sociales Hebdomadaires - 15/02/2013 - n° 2797 - pp. 36-37

Le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion dévoilé en janvier prévoit une « refondation du travail social ». Si celle-ci est impérative, estime Laurent Ott, formateur-chercheur en travail social, seule une réelle ambition pourra sortir les professionnels de leur détresse actuelle

Légalité contre légitimité / DENIMAL Dominique - Actualités Sociales Hebdomadaires - 11/01/2013 - n° 2791-2792 - pp. 26-27

A la doxa économique d'inspiration néolibérale qui domine dans l'Union européenne – et qui a un impact sur les budgets des établissements –, les professionnels de l'action sociale doivent opposer « résistance intellectuelle » et « conscience politique », défend Dominique Denimal, assistant de service social et sociologue de formation.

Ethique et déontologie dans les nouveaux contextes

Revue française de service social - 12/2012 - n° 247 - 130 p.

- *De quoi parle-t-on ? Concepts et évolutions*
- * *L'éthique du travail social à promouvoir et à réaffirmer, Brigitte Bouquet*
- *Les instances de réflexion éthique du travail social : état des lieux*
- *Nouveaux contextes, nouvelles interrogations*
- *Éléments bibliographiques pour prolonger la réflexion*

L'Adresse de Nicole Questiaux aux travailleurs sociaux 30 ans après

Vie Sociale - 2012 - n° 3 - 172 p.

Le trentième anniversaire du texte, désigné communément comme l'« Adresse de Nicole Questiaux aux travailleurs sociaux », mérite assurément qu'on relise (ou lise pour les plus jeunes) ce document qui a fait date dans l'histoire du travail social en France, mais fut largement oublié, voire est passé inaperçu en dehors de ce milieu. Il s'agissait en réalité d'un programme à moyen et long terme : les indications de calendrier qu'il contient, trop ambitieuses à l'évidence, n'ont jamais été respectées. Par contre, sur le fond, et en dépit des aléas politiques, cette « feuille de route » a largement inspiré la politique de l'État dans le domaine du travail social. Au trentième anniversaire de sa parution, et alors que notre pays n'est jamais sorti d'une crise sociale majeure qui était déjà clairement perçue en 1981-1982, il a paru important de demander de le relire – ou de le lire – à de grands témoins qui ont eu la charge de son élaboration, à des responsables et des acteurs des politiques d'action sociale conduites ces trente dernières années, à des groupes d'étudiants qui se préparent à entrer dans les métiers du travail social. Le résultat de cette lecture à plusieurs voix fait apparaître une réelle convergence d'appréciations ; il donne surtout à croire qu'en trente ans l'essentiel n'a pas changé : permanence des problématiques, permanence des approches, permanence des difficultés et des échecs, il faut bien le dire.

Le champ du social à l'ère du rendre compte. Normes, référentiels et procédures

Revue française de service social - 09/2012 - n° 246 - pp. 4-89

- *Les référentiels : des outils pour rendre compte de l'activité ou pour la contraindre ?*
- *De l'expérience de terrain à un positionnement professionnel engagé offrant de nouvelles perspectives*
- *Naviguer par vent contraire...ou le travail social à la recherche de ses marges de manœuvres*

Le travail social au risque de la performance - Empan - 09/2012 - n° 87 - pp. 9-106

Dans le contexte global de dérégulation économique et politique, à une période où s'imposent les logiques gestionnaires et les exigences de rentabilité et d'organisation, il est évident qu'on assiste à une réorientation de la commande politique faite au travail social. L'injonction d'une gestion plus performante constitue un indicateur majeur de cette réorientation. Il convient d'en examiner avec précision les modalités, l'implication et les conséquences. La performance se définit autour de trois axes : la maîtrise des dépenses, la simplification des procédures et la recherche de la qualité des services. Assiste-t-on à la disparition ou au renouvellement des pratiques cliniques en travail social ? Ainsi, s'agit-il de repérer les pratiques menacées et, à l'opposé, les initiatives dues à l'introduction de nouveaux modèles.

Politiques sociales, pratiques professionnelles : quelle articulation ?

Revue française de service social - 05/2012 - n° 245 - pp. 10-95

La législation et les politiques sociales ont connu une fulgurante évolution ces dernières années avec des conséquences sur les pratiques professionnelles des travailleurs sociaux. Malgré cette place particulière et de plus en plus importante, les politiques sociales : interrogent : comment les définir ? Que recouvrent-elles ? Les travailleurs sociaux participent-ils à l'évolution des politiques sociales ? De quelle manière ces politiques impactent-elles leurs pratiques professionnelles ?

Le défi des politiques sociales décentralisées : inscrire l'intérêt général dans l'accompagnement des situations singulières / LAFORE Robert In Déontologie du travail social, déontologie du fonctionnaire...
Quelle complémentarité ? Actes du colloque des 30 novembre et 1er décembre 2011 organisé par l'Inset
Angers - INSET Angers, 01/2012, pp. 62-69

http://www.inset-angers.cnfpt.fr/telechargement/poles/social/actes/deontologie_travail.pdf

De l'administration à l'éthique : redonner son sens à l'action sociale

Institut National des Etudes Territoriales - 02/2012 - 9 p.

Quand la complexité des dispositifs d'aide et les restrictions budgétaires impactent le quotidien des travailleurs sociaux, c'est toute l'action sociale qui subit un malaise. Combiner éthique de mission et performance : le social préfigure ici les services publics de demain... Bilan de l'ODAS, retours d'expériences de terrain, regards d'experts et d'élus.

http://www.inet-ets.net/images/syntheses/de_l_administration_a_l_ethique_-_redonner_son_sens_a_l_action_sociale.pdf

Nouvelles formes de vulnérabilités sociales ? Tendances et enjeux des interventions sociales de proximité - Université Paris 8 - 2 et 3 décembre 2011 / Agence Nationale de la Recherche, Université Paris 8 - 02/2012

L'équipe Vitalis, constituée de sociologues, a mené une étude auprès d'acteurs dits « de première ligne », c'est-à-dire les travailleurs sociaux qui vont à la rencontre des populations les plus fragiles. Les chercheurs ont rendu compte de leurs travaux dans ce colloque dont voici les extraits significatifs.

<http://www.anr-vitalis.univ-paris8.fr/actualites>

De l'éthique professionnelle des travailleurs sociaux / MELCHIOR Jean-Philippe - Informations Sociales - 09-10/2011 - n° 167 - pp. 123-130

La mise en œuvre d'un nouveau mode de management dans les institutions du secteur social bouleverse le travail social. Aujourd'hui, le malaise des salariés pour qui les contraintes imposées par ce système sont contradictoires avec leur mission porte un nom : la souffrance éthique. Certains résistent avec des réponses individuelles ou collectives pour continuer à exercer selon leur conscience professionnelle.

Le management du social

Informations Sociales - 09-10/2011 - n° 167 - 152 p.

Des transformations importantes ont eu lieu ces dernières années dans la gestion des politiques sociales : multiplication des audits, travail en mode projet et en transversalité, multiplication des indicateurs de mesure, évaluation par objectifs, utilisation de la notion de performance, impact de la rationalité budgétaire, etc. Depuis une vingtaine d'années, le secteur public connaît une remise en cause de ses systèmes de gestion tels qu'ils fonctionnaient jusque-là. Une logique de performance et d'évaluation des résultats prévaut désormais, et le management par objectifs est instauré dans de nombreuses organisations. Quels sont les acteurs qui contribuent à promouvoir ces nouveaux types de management ? Quelles en sont les implications pour les personnels et les organisations, publiques et privées, qui œuvrent dans ce champ ? Et quelles en sont les conséquences sur l'identité professionnelle, notamment celle des travailleurs sociaux ?

Pourquoi le travail social ? Définition, figures, clinique / KARSZ Saül - Dunod - 2011 - 161 p.

Confronté à la question centrale de l'identité du travail social, l'auteur :

- s'engage dans une définition suffisamment rigoureuse et donc discutable de ce qu'est le travail social, de ce qu'il peut fournir, de ce à quoi il échoue ;
- articule les trois figures majeures de l'intervention sociale : charité, prise en charge et prise en compte ;
- dessine enfin la clinique de l'intervention sociale, production d'expériences instruites qui à leur tour instruisent les praticiens, démarche transdisciplinaire : incontournable dimension psychique et mise en avant des dimensions idéologiques, politiques et théoriques.

Droit, éthique et travail social : des craintes infondées / PUECH Laurent - Actualités Sociales

Hebdomadaires - 10/06/2011 - n° 2713 - pp. 28-30

Non, les travailleurs sociaux ne sont pas dans la toute-puissance et le mépris du droit au profit de l'éthique, répond Laurent Puech, vice-président de l'ANAS (Association nationale des assistants de service social) à Jean-Marc Lhuillier. Ce dernier s'alarmait récemment dans nos colonnes des « oppositions radicales » que lui semblait susciter, parmi les professionnels de l'action sociale, la place du droit dans le secteur.

Droit, éthique et travail social : le retour d'Antigone ! / LHUILLIER Jean-Marc - Actualités Sociales Hebdomadaires - 20/05/2011 - n° 2710 - pp. 27-29

Le discours très critique de certains professionnels de l'action sociale sur le droit et les contraintes qu'il impose au secteur confine à la caricature, regrette Jean-Marc Lhuillier, docteur en droit public et professeur à l'École des hautes études en santé publique (EHESP). Lequel propose sa vision des fonctions respectives et de l'articulation du droit et de l'éthique dans les pratiques des travailleurs sociaux.

Ethique de direction en institution sociale et médico-sociale / JANVIER Roland - ESF - 2011 - 127 p.

Quelles sont les « tensions éthiques » qui traversent et structurent la fonction de direction dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ? Répondre à cette question suppose de cerner la fonction de direction d'établissement ou de service du champ social et médico-social, voire sanitaire. Fonction délicate sinon difficile, marquée par l'environnement complexe qui caractérise l'action sociale, fragilisée par le contexte d'incertitude des politiques publiques, exposée au risque que représente l'exercice du pouvoir et enfin, impactée par les situations particulières des usagers. Répondre à cette question suppose également de situer ce qu'est l'éthique dans l'action sociale et médico-sociale. Elle n'est ni une normalisation comme peut l'être la morale, ni une règle professionnelle à l'instar de la déontologie. Elle renvoie le sujet à ses choix quotidiens et les collectifs de travail, notamment les équipes de direction, à leurs responsabilités engagées dans l'action au nom d'un projet partagé. L'éthique est un sujet à la mode, de toutes les modes... A l'heure où les critiques fleurissent contre le « management », elle peut être une opportunité facile pour redonner ses lettres de noblesse aux formes d'exercice du pouvoir mises à mal par l'évolution des institutions. Cet ouvrage se plie à une double exigence. D'une part, relier l'éthique et le politique parce que l'orientation de l'action en travail social repose sur un projet qui contribue à la construction sociale. D'autre part, relier les pratiques professionnelles avec le travail du sujet sur lui-même, parce que la fonction de direction ne peut qu'être habitée, investie par une personne assumant sa responsabilité et interrogeant son rapport au pouvoir.

Etre professionnel aujourd'hui : de la contrainte à la créativité - Actes des journées nationales d'études en service social - 4 au 6 novembre 2010 - Marseille - Revue française de service social - 2011 - n° 241-242 - pp. 67-127

Les germes de la professionnalité de demain : de la déontologie à l'éthique

* Jacques TRÉMINTIN : *Regard sur les ateliers.*

* Henri PASCAL, sociologue : *Le Code de Déontologie : 60 ans d'histoire, la construction d'un repère professionnel.*

* Sylvie QUEVAL, philosophe « *Quelle place pour le sujet ?* » : *L'accompagnement des personnes vers la conscience de leur devenir...*

* Evelyne SIMONDI, assistante sociale et docteur en sciences de l'éducation : *Une expertise professionnelle intelligible et légitime.*

* Bertrand RAVON, sociologue professeur à l'Université Lyon II *Prendre soin de la professionnalité.*

* Brigitte BOUQUET, vice présidente du CSTS Professeur honoraire de la chaire de travail social au CNAM *De l'Éthique de Responsabilité en travail social.*

* *Table ronde : Les professionnels de demain dans le contexte européen.*

Développer l'éthique en travail social - Solidarité et engagement associatif / BAPTISTE René, CAUBERE Bernard, POCHON Martin - *Chronique sociale* - 04/2011 - 235 p.

En ces temps de crises et de révolution culturelle, où l'économique semble décider de tout, où la numérisation et la mesure ne laissent rien hors de leurs ambitions, il importe à l'action sociale de relever un défi : donner toute leur place aux bénéficiaires de l'action sociale, au nom d'une humanité commune que rien n'impose et que l'économique ne peut légitimer, et en même temps faire droit aux collectivités qui demandent de rendre compte de l'efficacité des programmes qu'elles financent - financements qui représentent une part importante de leurs budgets. Pour répondre à ce défi, René Baptiste et Bernard Caubère ont choisi de nous faire entrer dans une démarche dynamique, une démarche éthique. Il s'agit d'inviter les acteurs à prendre en compte la complexité du champ social. Les modes de fonctionnement interne des associations sont à remettre en chantier pour répondre aux questions d'aujourd'hui et de demain, pour définir leurs stratégies en cohérence avec leur visée éthique. Ce livre sera précieux à quiconque, bénévole ou salarié, souhaite entrer dans une créativité et remettre en chantier ses propres pratiques associatives en action

Qu'est-ce que la performance en action sociale ?

Cahiers de l'Actif (Les) - n° 416-419 - 01-04/2011 - 387 p.

Ce numéro propose une lecture prospective et méthodologique du concept de performance dans le champ des politiques sociales, ainsi qu'une analyse des antagonistes à l'œuvre et des points de convergence possibles entre cette approche et les valeurs défendues par les acteurs de terrain.

La notion d'utilité sociale au défi de son identité dans l'évaluation des politiques publiques /

OFFREDI Claudine, RAVOUX Françoise - L'Harmattan, Société Française de l'Evaluation - 2010 - 269 p.

Dans cet ouvrage collectif, les auteurs abordent le fait que la démonstration du bienfondé d'une activité ou d'un dispositif ne se satisfait pas de la seule comptabilisation des activités en termes d'efficacité, d'efficience et de cohérence. La preuve doit être faite que les actions conduites rendent compte d'une " plus-value sociale ". L'utilité sociale est qualifiée de différents points de vue : notion historiquement située, transdisciplinaire, renvoyant à des catégories d'usage peu stabilisées du point de vue scientifique et empirique et ontologiquement liée à la question des parties prenantes. Elle renvoie à un champ de valeurs qui sous-tend les projets d'établissement, les programmes, dispositifs et actions. Parmi ces valeurs, la solidarité, le bien-être individuel et social, le lien social, les biens publics ou biens collectifs, le bien commun, les biens de l'humanité, la cohésion sociale et la reconnaissance, doivent être contextualisés et redéfinis en permanence

Normes et normalisation en travail social / GEPSO (Groupe national des établissements publics sociaux et médico-sociaux), MEYER Vincent - Les Etudes Hospitalières - 2010 - 178 p.

Dans l'environnement néolibéral de ce début de XXIe siècle, l'évaluation s'est étendue à tous les domaines de l'activité humaine. Ainsi, dans le travail social se déploie, de proche en proche, un « prêt-à-évaluer » qui réussirait même l'exploit de s'adapter, par ses logiciels et référentiels, à la réalité du quotidien des établissements ou services, et à la complexité des situations sociales de leurs usagers. Dans ce marché de l'évaluation en proie à une profusion de critères quantitatifs, et face aux logiques de performance, comment prévenir le risque de « normer » l'engagement des professionnels et de « normaliser » leurs pratiques ? Dans une approche à la fois critique et constructive, les contributions réunies par le Comité scientifique de l'éthique, des pratiques professionnelles et de l'évaluation du GEPSO analysent ces notions et abordent cette question dans une perspective interdisciplinaire privilégiant toujours un partage d'expériences et ceci avec deux dimensions éminemment complémentaires : celle des dispositifs institutionnels, qui doivent plus que jamais répondre au besoin croissant de solidarité dans notre société, et celle des pratiques professionnelles, qui ne peuvent se concevoir que dans l'intérêt de l'utilisateur.

Les vulnérables - La démocratie contre les pauvres / THOMAS Hélène - Editions du Croquant - 02/2010 - 254 p.

Depuis le début des années 1980, les démocraties et les organisations internationales ont modifié leur approche des populations défavorisées, revenant sur plus de deux siècles de développement et de mise en œuvre des idées progressistes de promotion sociale et d'accès à la citoyenneté. La notion de vulnérabilité est la pierre angulaire de ce changement. Désormais la guerre est déclarée non plus à la pauvreté mais aux pauvres, enrôlés dans ce combat contre eux-mêmes. Ils font l'objet de la vigilance des savants, de la sollicitude des experts et d'une surveillance continue des acteurs publics et ne sont plus traités comme des citoyens malheureux ou mal intégrés mais comme des incapables. Cet ouvrage revient d'abord sur les fondements de cette révolution conceptuelle. Puis il étudie les instruments de ce nouveau gouvernement des pauvres qui les coupe de l'exercice de leurs droits humains et de leurs libertés fondamentales. Enfin le livre met en lumière les effets de ces dispositifs d'urgence permanente sur l'existence des vulnérables assignés au rôle de victimes.

Entre nécessité et vertu - Les acteurs du champ social dans la complexité de leurs pratiques et face aux mutations de l'environnement / BERTAUX Roger, HIRLET Philippe - Presses Universitaires de Nancy - 11/2009 - 340 p.

Les acteurs de l'intervention sociale peuvent être perçus sur divers plans comme mettant en œuvre un arbitrage permanent entre nécessité et vertu : entre les contraintes issues des injonctions des acteurs qui exercent le commandement et les idéaux de vie et de société dont ils sont porteurs, mais aussi entre la prise en compte de la nécessité, au sens de misère, dans laquelle se trouvent le plus souvent les usagers de l'action sociale, et la vertu à laquelle ils sont conviés dans une démarche d'implication visant à surmonter et résoudre leurs difficultés. C'est bien en ce sens que les acteurs du champ social réalisent un arbitrage entre des positionnements idéologiques et professionnels qui opposaient radicalement il n'y a pas si longtemps les tenants d'une approche libérale et les tenants d'une approche sociale, alors que désormais, ils les tiennent pour également justes et pertinentes.

Un monde vulnérable pour une politique du care / TRONTO Joan - La Découverte - 2009 - 238 p.

*Que signifierait, dans la société contemporaine, prendre au sérieux, comme faisant partie de notre définition d'une société bonne, les valeurs du care – prévenance, responsabilité, attention éducative, compassion, attention aux besoins des autres – traditionnellement associées aux femmes et traditionnellement exclues de toute considération publique ? » Telle est la question que pose la théoricienne féministe Joan Tronto dans ce livre majeur qui a largement contribué à renouveler le champ de la philosophie politique dans le monde anglo-saxon. Le care a longtemps été compris comme une qualité féminine moralement positive. La « moralité des femmes » est même apparue à certains comme une stratégie convaincante pour provoquer le changement politique. Or les femmes restent encore largement exclues du pouvoir. Pour sortir de cette impasse théorique et politique, affirme Joan Tronto, il faut cesser d'associer le care à la « moralité des femmes », comme le fait encore Carol Gilligan dans *Une voix différente*. Il s'agit plutôt de présenter une défense politique de l'éthique du care, défini comme « une activité générique qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre "monde", de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible ». Tronto considère qu'à condition de déplacer les frontières entre morale et politique, raison et monde des sentiments et entre vie publique et sphère privée, le care peut apparaître comme un concept politique utile, susceptible de nous aider à repenser la coopération démocratique d'êtres qui sont tous fondamentalement vulnérables, comme l'est aussi leur monde commun.*

Qu'est-ce que le care ? Souci des autres, sensibilité, responsabilité / MOLINIER Pascale, LAUGIER Sandra, PAPERMAN Patricia - PAYOT - 2009 - 302 p.

Apporter une réponse concrète aux besoins des autres, telle est, aujourd'hui, la définition du care, ce concept qui ne relève pas, comme on l'a longtemps cru, du seul souci des autres ni d'une préoccupation spécifiquement féminine, mais d'une question politique cruciale recoupant l'expérience quotidienne de la plupart d'entre nous. Première synthèse sur cette notion d'une très grande ampleur après les travaux fondateurs de Carol Gilligan dans les années 1980 puis de Joan Tronto dans les années 1990, ce livre concerne aussi bien le domaine du travail que ceux du genre, de l'éthique et de la santé.

Le travail social aujourd'hui et demain / CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL SOCIAL - Presses de l'école des Hautes Etudes en Santé Publique - 2009 - 128 p.

Situer le travail social dans la conjoncture actuelle – celle d'une crise économique, sociale, éthique – et considérer ses perspectives d'avenir. Retrouver les fondamentaux de l'action sociale, réinvestir les valeurs humanistes et les intuitions qui ont présidé à la naissance du travail social au siècle dernier et continuent de légitimer son développement. Le tout dans le respect des principes républicains et des équilibres entre l'État régulateur et la société civile instituant. Telles sont les ambitions de ce rapport où les travailleurs sociaux retrouveront l'essence de leur fonction et qui s'adresse également aux responsables politiques et administratifs de l'action sociale. Rapport élaboré au sein du groupe de travail « Valorisation du travail social », sous la présidence de François Roche, membre du Conseil supérieur du travail social (CSTS), assisté de Brigitte Bouquet, vice-présidente du CSTS.

C - Un secteur exposé aux risques psychosociaux

Accompagner sans s'épuiser / ARCAND Michelle, BRISSETTE Lorraine - Editions ASH - 2012 -154 p.

Confrontés en permanence à des situations de détresse et de précarité, aux doutes, aux questions et aux souffrances des personnes en difficulté, les professionnels de l'action sociale et médico-sociale peuvent subir un stress émotionnel qui, s'il n'est pas traité ou reconnu, conduit souvent à l'épuisement. Conflits de valeurs, désillusion, dévalorisation, sentiment d'injustice ou d'inefficacité, culpabilisation ou surinvestissement... l'épuisement professionnel se manifeste sous de multiples formes. Et les travailleurs sociaux ne trouvent pas toujours dans leur environnement professionnel le soutien et la reconnaissance nécessaires pour se ressourcer. Faisant le tour de la question du burn-out propre au contexte de l'action sociale et de la relation d'aide, cet ouvrage propose une démarche et des conseils pratiques qui s'appliquent tant à la prévention de l'épuisement qu'au recouvrement de l'énergie. L'analyse et les actions proposées constituent un outil précieux pour les intervenants sociaux, les formateurs et les thérapeutes.

Etablissements sociaux et médico-sociaux. Risques psychosociaux : la boîte de Pandore

Actualités Sociales Hebdomadaires - 13/07/2012 - n° 2768 - pp. 32-35

Alors que les signaux d'un malaise des salariés du social et médico-social montent de tous côtés, le secteur tarde à mettre en place des démarches de prévention des risques psychosociaux. Si beaucoup de directions redoutent d'aborder cette question brûlante, certaines ont engagé de véritables plans d'action. Avec, lorsque la démarche est menée sérieusement et sans tabou, des résultats

L'engagement peut placer les professionnels en situation de vulnérabilité

Actualités Sociales Hebdomadaires - 29/06/2012 - n° 2766 - pp. 34-35

Depuis quelques années, les risques psychosociaux font l'objet de nombreux travaux. Et dans le domaine du soin et de la relation d'aide, l'un des principaux risques est l'épuisement professionnel. Les métiers sanitaires, sociaux et éducatifs réclament en effet un engagement fort et des « savoir-être » qui se heurtent parfois aux réalités des organisations de travail, rappelle Claire Edey Gamassou, docteure en sciences de gestion, dans un article consacré à cette question.

Ai-je encore quelque chose à faire dans le travail social ? / BAUDRY Jean-Marie - Actualités Sociales Hebdomadaires - 15/06/2012 - n° 2764 - pp. 29-30

La perte de sens du travail social, Jean-Marie Baudry, éducateur spécialisé, a le sentiment de la vivre au quotidien. Et malgré sa longue expérience, il se sent aujourd'hui considéré, dans son environnement professionnel, comme un « ouvrier spécialisé ». Témoignage

Le travail social ou l'art de l'ordinaire / PUAUD David - Actualités Sociales Hebdomadaires - 30/03/2012 - n° 2753 - pp. 25-27

Managérialisation croissante, manque de reconnaissance, précarisation, injonctions sécuritaires... Les causes du malaise des travailleurs sociaux sont nombreuses, rappelle David Puaud, éducateur spécialisé et doctorant en anthropologie à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Pour lui, cependant, il est possible de dépasser cette souffrance

Dans les coulisses du travail social. Risques psychosociaux en travail social / REGI Josiane-Marie - Chronique sociale - 10/2011 - 126 p.

Cet ouvrage prend le parti d'exprimer le vécu des travailleurs sociaux confrontés au quotidien avec des situations de vie de plus en plus complexes et pour lesquelles les propositions apportées par notre société, en terme de dispositifs, sont de plus en plus restreintes. À partir de situations, il propose une analyse et des repères pour poursuivre son action sans s'épuiser. À l'heure du burnout, un ouvrage offrant des perspectives pour aider à se positionner tant à titre personnel qu'en équipe.

Un service d'accompagnement des personnels sociaux et médico-sociaux - Professionnels sous tension

Actualités Sociales Hebdomadaires - 13/01/2012 - n° 2741-2742 - pp. 38-41

Le conseil général du Pas-de-Calais a mis en place depuis 2004 le service départemental d'accompagnement professionnel personnalisé, qui accueille et soutient les personnels sociaux et médico-sociaux en difficulté. Il organise également des groupes d'expression pour échanger sur les pratiques professionnelles.

Les directeurs sont les fusibles des institutions

Direction(s) - 10/2011 - n° 89 - pp. 24-27

Abdel-Halim Boudoukha, chercheur et psychologue clinicien, se penche sur le burn-out dans les structures sociales et médico-sociales. Un phénomène qui n'épargne pas l'encadrement. Au contraire.

Le burn out et les travailleurs sociaux en France ou l'usure professionnelle des travailleurs

socials / SADOT Marie-Andrée, MOUNIER Marie-Geneviève - Revue française de service social - 2011 - n° 241-242 - pp. 155-166

Le burn-out ou l'épuisement professionnel des travailleurs sociaux est une réalité qui interroge en France les employeurs et notamment les conseils généraux. La question posée est aussi de savoir si le mécanisme d'usure professionnelle des travailleurs sociaux est spécifique au modèle français d'organisation du travail social ou s'il s'inscrit dans un champ plus large.

Prévenir les risques psychosociaux dans le secteur médico-social - Enjeux, démarches, principes et outils - Actes de la conférence du 17 novembre 2011

Chorum Initiatives pour le Développement de l'Economie Sociale - 01/2012 - 45 p.

Suite à la conférence du 17 novembre dernier sur la prévention des risques psychosociaux dans le secteur médico-social, CIDES vient de publier les actes de cette rencontre. Ils rendent compte des grandes questions posées à cette occasion : pourquoi le secteur médico-social est-il impacté par les risques psychosociaux ? Comment les structures du secteur se saisissent-elles de ces enjeux
<http://cides.chorum.fr/blobs/medias/2121996178527649159/Actes%20confe?rence%2017-11-11.pdf#MEDIALINK%282121996178527649159%29>

Usure des travailleurs sociaux et épreuves de professionnalité - Les configurations d'usure : clinique de la plainte et cadres d'action contradictoires / RAVON Bertrand, DECROP Geneviève, ION Jacques, LAVAL Christian, VIDAL-NAQUET Pierre A. - MODYS; Observatoire national des pratiques en santé mentale et précarité - 05/2008 - 260 p.

V / Social et médico-social : changement de paradigme ?

A - Investir dans le social : des dépenses de compensation aux dépenses de prévention

La prévention : entre souci de soi et des autres / DEREMBLE Jean-Paul - Documents Cleirppa - 02/2012 - n° 45 - pp. 24-27

Considérée comme déterminante pour une vie de qualité, la prévention souffre depuis longtemps d'un manque d'efficacité : toujours mise en avant, jamais vraiment prise au sérieux et le plus souvent reléguée derrière d'autres urgences. Il est vrai que la prévention relève de démarches lentes, peu spectaculaires, relativement simples, qui reposent en fait sur une volonté douce et durable de faire attention quand tout va bien et non sur une intervention puissante et rapide quand ça va plus mal.

La prévention primaire, un enjeu pour le travail social

Lien social - 22/10/2009 - n° 946 - pp. 10-16

En matière de santé publique comme dans le social, l'intervention avant qu'une situation ne se dégrade ne fait pas vraiment partie de notre culture. Pourtant, une vigilance accrue et quelques mesures prises en amont pourraient éviter bien des problèmes. C'est ce que montrent deux structures de Saint-Nazaire, l'une accueille des enfants le temps que leurs parents règlent une crise passagère, l'autre reçoit des adolescents en conflit avec leurs parents.

La politique familiale : des « retours sur investissement » qui dépendent de choix économiques et sociaux / ELBAUM Mireille - Politiques sociales et familiales - 12/2010 - pp. 79-97

Les propositions visant à réorienter les États-providence vers des politiques d'« investissement social » attribuent un rôle clé aux politiques familiales, qui seraient à considérer comme un « investissement » engendrant des retours économiques directs. Or, si ces politiques ont sans conteste une légitimité et une dimension économiques à long terme, leur association systématique au concept « d'investissement » appelle une certaine prudence, dans la mesure où cette dernière ne correspond qu'en partie à l'ensemble de leurs objectifs et de leurs effets. Leurs incidences méritent en tout cas d'être appréciées de façon spécifique et nuancée – par exemple en ce qui concerne les congés parentaux ou les aides fiscales –, et ne sont pas forcément à opposer à l'apport des autres politiques sociales, dont elles apparaissent plus complémentaires qu'alternatives. La notion « d'investissement » souvent mobilisée pour justifier la légitimité des politiques familiales ne peut, enfin, servir à occulter les arbitrages et les choix auxquels ces politiques sont confrontées, à la fois concernant leurs orientations propres et leurs frontières avec les autres domaines du « social ». Leurs effets économiques à long terme, pour être manifestes, dépendent donc de choix sociaux spécifiques.

[http://www2.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/090ba6646193ccc8c125684f005898f3/c552f42d926ad07cc1257802005a9e4/\\$FILE/PSF102_Mireille_Elbaum.pdf](http://www2.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/090ba6646193ccc8c125684f005898f3/c552f42d926ad07cc1257802005a9e4/$FILE/PSF102_Mireille_Elbaum.pdf)

Rigueur : la solidarité en danger ?

Travail Social Actualités - 11/2010 - pp. 10-12

Confrontés à de multiples réformes, dans un contexte de crise et de restrictions financières, les acteurs du secteur social et médico-social ont lancé un appel à « Investir sur la solidarité ». Rappelant que celle-ci n'est pas seulement un coût, mais une richesse. Et que des politiques sociales mues par les seules considérations budgétaires ne peuvent être que contreproductives.

<http://www.investirsurlasolidarite.org>

"Pour un Etat d'investissement social" / MATH Antoine - Actualités Sociales Hebdomadaires - 18/09/2009 - pp. 32-33

Mettre en perspective les mutations sociales des vingt dernières années dans un langage accessible. Telle est l'ambition des auteurs de « La France du travail », qui paraît cette semaine. Une somme qui met en cause le mouvement actuel de transferts des risques sociaux sur des individus de plus en plus livrés à l'insécurité sociale. L'économiste Antoine Math s'interroge pour sa part sur les évolutions du système de protection sociale.

La cohésion sociale : de l'Etat social à l'Etat d'investissement social / BERNARD Paul et CASTONGUAY Julie - Informations sociales - n°157 - 01- 02/2010 - pp. 44-47
<http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2010-1-page-44.htm>

Investir dans le social / DELORS Jacques, DOLLE Michel - Odile Jacob - 04/2009 - 284 p.

Les évolutions de l'emploi et des revenus, l'état des inégalités sociales, les risques pesant sur l'emploi et la protection sociale rendent plus urgent et plus nécessaire que jamais de proposer une synthèse politique portant sur la transformation de l'État social, avec l'espoir de servir à une reconstruction adaptée à notre temps. La crise économique et sociale dans laquelle nous sommes désormais engagés va à la fois solliciter et profondément remettre en question notre système de l'emploi et notre protection sociale. Nous préconisons dans ce livre une réorganisation du système éducatif permettant l'éveil et le développement de chacun, une réforme drastique de la formation permanente, une politique familiale plus axée sur les moins nantis et sur les familles monoparentales, un service public de l'emploi qui offre à tous les jeunes sortant de l'école et aux chômeurs des prestations de qualité leur permettant d'accroître leurs capacités et de jouer leurs chances. C'est bien la question de la solidarité que nous adressons à notre société marquée par un individualisme croissant et par la substitution de la compassion à la responsabilité collective. »

Trois leçons sur l'Etat-providence / ESPING-ANDERSEN Gosta, PALIER Bruno - Seuil - 02/2008 - 134 p.

Pour beaucoup aujourd'hui, les dépenses de l'Etat-providence (retraites, assurance-maladie...) sont un coût qu'il s'agit sinon de réduire, en tout cas de contenir. Et si elles devenaient un investissement ? Un investissement dans l'avenir, non seulement pour protéger les individus contre les aléas de la vie, mais pour les aider à rester maîtres de leur destin tout en répondant aux défis économiques de demain ? C'est à cette révolution sociale et politique que nous invite le grand sociologue Gosta.

Si l'entreprise crée des richesses, le travail social crée des ressources / MONDOLFO Philip
Actualités Sociales Hebdomadaires - 09/06/2006 - pp. 27-28

Conçu uniquement comme une dépense, le social est pourtant un investissement indispensable à la bonne santé de l'économie, défend Philip Mondolfo. Pour ce sociologue, chargé d'une instance d'observation d'un service social départemental en Ile-de-France, il est urgent de réconcilier l'économie et le social, en encourageant en particulier les expériences de développement social, mises en œuvre par les travailleurs sociaux et encore mal reconnues, qui participent à la création d'un environnement local porteur.

Economie politique de l'action sociale / NAVES Pierre, DEFALVARD Hervé, JULIENNE Katia, PETOUR Patrick - Dunod - 2006 - 313 p.

Les termes « économie » et « action sociale » ne font pas bon ménage. Parce qu'elle est, depuis sa naissance, la science de la valeur des biens et des services, l'économie s'intéresse à ce qu'elle appelle des « marchés ». Aussi, certains économistes s'intéressent aux formes sociales du marché et du hors marché, à leurs articulations et désarticulations. L'action sociale est pour eux un champ de réflexion, une source de questionnements et d'intervention. Les auteurs de l'ouvrage ont mis en commun la variété de leurs expériences et de leurs réflexions, pour considérer conjointement le social et l'économique. Ils décrivent la production des règles qui fondent l'intervention publique dans le domaine social et montrent que cette production répond à une logique politique qui n'exclut pas le jeu des acteurs économiques. Ils présentent l'importance des questions sociales et de leur prise en charge dans l'économie française actuelle. Ils insistent sur l'utilité que soient faits des choix politiques d'investir dans l'action sociale.

B - Vers un accompagnement social global

Départements : des pistes pour sauver l'action sociale ?

Travail Social Actualités - 07-08/2012 - n° 10 - pp. 10-12

*D'ordinaire très discrets, 34 directeurs généraux des services (DGS) de départements viennent d'approuver un texte, rédigé par trois de leurs collègues, **proposant de réorganiser l'accompagnement social**. Leurs pistes : mobiliser davantage les compétences des usagers, renforcer les solidarités de proximité et mieux former les travailleurs sociaux au travail collectif*
http://www.cg54.fr/fileadmin/Documents/Arborescence/Actualites/2012/action_sociale_dg.pdf

L'accompagnement, entre droit et pratique

Revue de Droit Sanitaire et Social (la) - 12/2012 - n° 6 - pp. 977-1040

Actes du colloque organisé par UFR-ip Droit, Economie, Gestion de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse le vendredi 12 octobre 2012

Intitulé « L'accompagnement, entre droit et pratique », ce colloque a permis de débattre du concept d'accompagnement et de ses multiples applications en matière d'emploi, de formation et de santé, également dans le domaine civil et pénal.

- L'émergence d'un droit à l'accompagnement, Franck Petit

- L'accompagnement vers l'emploi, Marc Vericel

- L'accompagnement dans l'emploi, Dirk Baugard

- Une approche socioéconomique de l'accompagnement dans l'insertion par l'activité économique, Patrick Gianfaldoni

- L'accompagnement en droit pénal, Philippe Bonfils

- Pour une pédagogie de l'accompagnement, Louis Basco et Fabienne Cote

- La portée juridique de la notion d'accompagnement, Michel Borgetto

RSA : évaluation de l'expérimentation d'une mesure de simplification. Le rapprochement des dimensions sociales et professionnelles de l'accompagnement des bénéficiaires.

Pôle Emploi - 04/2012 - 4 p.

Rapprocher les dimensions sociales et professionnelles de l'accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) : tel est l'objet de l'expérimentation menée au cours de l'année 2011 dans neuf départements. Cette expérimentation a fait l'objet d'une évaluation conduite de façon partenariale entre Pôle emploi et les Conseils généraux concernés et confiée à une équipe d'évaluateurs externes. La valeur ajoutée apportée par cet accompagnement global aux bénéficiaires du RSA y est mis en évidence. **La variété des interactions et des coopérations qu'il est nécessaire de mettre en œuvre entre les professionnels de l'action sociale et les équipes de Pôle emploi pour assurer un accompagnement global a été observée à l'occasion de ces travaux.** La réussite de l'accompagnement global est subordonnée d'une part à la qualité du partenariat entre les institutions, d'autre part à la mobilisation de ressources et compétences dédiées aux bénéficiaires du RSA.

[http://www.pole-](http://www.pole-emploi.org/file/galleryelement/pj/52/e9/9b/59/reta_n38_rsa_avril3583964269071080473.pdf%3Bjsessionid%3DZL5RHsVJtfqCv2x6VMT228T67VnhxK3F28Dnhmz22RMS98Q613%211340315556%211243722354)

[emploi.org/file/galleryelement/pj/52/e9/9b/59/reta_n38_rsa_avril3583964269071080473.pdf%3Bjsessionid%3DZL5RHsVJtfqCv2x6VMT228T67VnhxK3F28Dnhmz22RMS98Q613%211340315556%211243722354](http://www.pole-emploi.org/file/galleryelement/pj/52/e9/9b/59/reta_n38_rsa_avril3583964269071080473.pdf%3Bjsessionid%3DZL5RHsVJtfqCv2x6VMT228T67VnhxK3F28Dnhmz22RMS98Q613%211340315556%211243722354)

Les politiques publiques et l'accompagnement et l'accompagnement social / JAEGER Marcel

Informations Sociales - 01-02/2012 - n° 169 - pp. 22-28

L'accompagnement social a évolué de manière radicale. La relation immédiate entre les professionnels de l'action sociale et les usagers est de plus en plus affectée par les nouvelles orientations des politiques publiques. Mais les publics en difficulté ont eux-mêmes changé et tous les interlocuteurs, aussi soucieux soient-ils de respecter la parole de l'autre, sont laissés à leurs propres responsabilités. Ils doivent se positionner de manière très pragmatique dans des équilibres instables, selon qu'ils sont plutôt dans la protection des personnes ou dans l'aide à l'autonomie, autrement dit selon qu'ils les (ou qu'ils se) considèrent comme des usagers ou comme des citoyens à part entière

<http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2012-1-page-22.htm>

Le livre blanc de l'accompagnement social / MAESTRACCI Nicole - Fédération Nationale des

Associations d'Accueil et de Réadaptation Sociale, L'Atelier - 2011 - 166 p.

Comment faire en sorte que des personnes sortent de l'exclusion économique, sociale et culturelle qu'elles subissent ? Faut-il se contenter de traiter séparément leurs problèmes comme on traite un dossier en faisant abstraction de leur histoire et de leurs capacités ? L'Etat préconise l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, du contrat unique d'insertion, des dispositifs d'accès au logement ou des jeunes en recherche d'emploi, mais ce souhait est de moins en moins effectif. Que faire devant ce hiatus de plus en plus préoccupant ? Loin de se contenter de dénoncer les carences des dispositifs publics, la FNARS propose dans ce livre blanc adressé à l'ensemble du secteur social ainsi qu'aux pouvoirs publics de définir ce qu'est l'accompagnement social global. Appuyé sur une enquête participative à laquelle impliquant 140 établissements (dirigeants associatifs, intervenants sociaux, bénévoles) et 46 groupes de personnes accueillies, cet ouvrage décrit avec précision une conception et une pratique du travail social favorisant une véritable insertion. Tout en formulant une série d'engagements destinés aux associations et aux intervenants sociaux, le livre blanc interpelle l'Etat pour que soit reconnu et appliqué un droit à l'accompagnement social global pour toute personne en situation de précarité.

Il faut tendre vers un contrat unique de politique sanitaire et sociale / BARREYRE Jean-Yves,

directeur du Cedias-Musée social - Actualités Sociales Hebdomadaires - 02/09/2011 - n° 2722 - pp. 34-37

La société civile a été associée à toutes les grandes lois votées dans les années 2000, défend Jean-Yves Barreyre, dans un document intitulé « Pour une nouvelle économie politique de la santé publique ». Se fondant sur ce consensus, le directeur du Cedias-Musée social invite à aller au bout de ce mouvement législatif, ce qui implique, selon lui, de réorganiser les politiques publiques autour de la prise en compte globale des situations de vulnérabilité.

L'aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE) déconcentrée : premiers bilans et analyse de pratiques locales / Agence Nouvelle des Solidarités Actives - 06/2011 - 118 p.

Créée en lien avec le revenu de solidarité active (RSA), par la loi du 1er décembre 2008 réformant les politiques d'insertion, l'aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE) est "jugée utile par les acteurs de terrain" mais reste "paradoxalement peu consommée", constate l'Agence nouvelle des solidarités actives (ANSA) dans une étude sur la mise en œuvre de l'APRE déconcentrée. "Dans chaque département, de larges marges de manœuvres ont été laissées aux acteurs concernés, pour définir les modalités retenues et les opérateurs concernés pour l'instruction, le versement et le suivi de l'APRE déconcentrée", note l'ANSA dans ce premier bilan.

http://www.solidarites-actives.com/pdf/ANSA_contrib14_APRE_juin2011.pdf

Du revenu minimum d'insertion (RMI) au revenu de solidarité active (RSA) : un droit à l'accompagnement en mutation, les enjeux du travail social / GRILHOT Marie-Odile - Revue française de service social - 2011 - n° 241-242 - pp. 146-154

Le droit à l'accompagnement social et professionnel est institué par la loi du 1er décembre 1988 relative à la création du RMI. Ce droit s'organise sous la forme de la contractualisation d'un contrat d'insertion (contrat d'engagements réciproques depuis la généralisation du RSA) entre le bénéficiaire et un référent. Axé sur l'insertion sociale, le contenu du contrat est modifié entre 2003 et 2009 ; le législateur priorise alors l'insertion professionnelle. Le droit à l'accompagnement est en mutation. Cependant, l'accompagnement social est un outil de travail indispensable à la valorisation de l'insertion plus globale des personnes inscrites dans le dispositif RSA dans la perspective de lutter contre les exclusions sociales et professionnelles.

Le livre blanc de l'accompagnement social / MAESTRACCI Nicole - Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réadaptation Sociale - L'Atelier - 2011 - 166 p.

Comment faire en sorte que des personnes sortent de l'exclusion économique, sociale et culturelle qu'elles subissent ? Faut-il se contenter de traiter séparément leurs problèmes comme on traite un dossier en faisant abstraction de leur histoire et de leurs capacités ? L'Etat préconise l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, du contrat unique d'insertion, des dispositifs d'accès au logement ou des jeunes en recherche d'emploi, mais ce souhait est de moins en moins effectif. Que faire devant ce hiatus de plus en plus préoccupant ? Loin de se contenter de dénoncer les carences des dispositifs publics, la FNARS propose dans ce livre blanc adressé à l'ensemble du secteur social ainsi qu'aux pouvoirs publics de définir ce qu'est l'accompagnement social global. Appuyé sur une enquête participative à laquelle impliquant 140 établissements (dirigeants associatifs, intervenants sociaux, bénévoles) et 46 groupes de personnes accueillies, cet ouvrage décrit avec précision une conception et une pratique du travail social favorisant une véritable insertion. Tout en formulant une série d'engagements destinés aux associations et aux intervenants sociaux, le livre blanc interpelle l'Etat pour que soit reconnu et appliqué un droit à l'accompagnement social global pour toute personne en situation de précarité.

C - Participation des usagers et prise en compte de leurs capacités

Forger une alliance entre la société civile et les pouvoirs publics - Questions à Pascal Aubert

Actualités Sociales Hebdomadaires - 22/02/2013 - n° 2798 - p. 18

Le collectif Pouvoir d'agir publie une plateforme de propositions pour renforcer la participation des habitants des quartiers dans le cadre de la réforme de la politique de la ville. Pascal Aubert, cofondateur du collectif, membre du bureau de la Fédération nationale des centres sociaux, en détaille les enjeux concrets

<http://pouvoirdagir.fr/>

Encourager la participation citoyenne / HOUARD Noémie In Panorama des questions sociales. 500 propositions, innovations et curiosités sociales venues de l'étranger. Bilan 2012 - Centre d'analyse stratégique - 2013 - pp. 155 -162

http://www.strategie.gouv.fr/system/files/2012-01-14-panoramadgs_bilan_2012_ok_0.pdf

L'empowerment, une pratique émancipatrice / BACQUE Marie-Hélène, BIEWENER Carole
La Découverte - 2013 - 160 p.

Attention, livre important pour toutes celles et ceux qui questionnent l'incapacité des politiques et des experts à répondre aux défis de notre époque troublée. Et qui s'interrogent sur la façon dont les citoyen(ne)s peuvent construire des alternatives. Ce questionnement est en effet à l'origine, dans les États-Unis d'après-guerre, du concept d'empowerment, désignant le « pouvoir d'agir » des individus et des collectifs. Ce concept a connu depuis un succès planétaire dans le monde anglophone. Mais il n'a percé que plus récemment dans les autres espaces culturels, dans les milieux du travail social comme dans la littérature du management. D'où l'utilité de ce livre très pédagogique, qui synthétise la foisonnante littérature anglophone sur la notion d'empowerment. Il retrace sa genèse, l'histoire de ses multiples variantes - conservatrices ou progressistes - et celle des pratiques sociales qu'elles ont nourries. Des mouvements féministes du Nord et du Sud jusqu'aux programmes de la Banque mondiale et de l'ONU, la notion est utilisée aussi bien dans une perspective radicale d'émancipation que pour conforter les visions néolibérales ou social-libérales. Défendant résolument sa version émancipatrice, les auteures en expliquent les limites, mais aussi son importance pour éclairer les débats contemporains sur la démocratie.

Une autre forme de travail social impliquant le collectif est possible

Actualités Sociales Hebdomadaires - 08/02/2013 - n° 2796 - pp. 28-29

L'« empowerment » est à la mode. Ce mot anglais désigne le fait, pour des individus et des collectifs, de développer leur pouvoir d'agir sur la société. Une idée qui a inspiré, entre autres, le travail social communautaire. La sociologue Marie-Hélène Bacqué fait le tour de cette notion complexe dans un ouvrage cosigné avec l'économiste américaine Carole Biewene

Actes de l'université populaire européenne du 05 mars 2012 : « Tous citoyens pour une Europe active contre la misère »

Revue Quart Monde - Dossiers et Documents - 01/2013 - 42 p.

Cette 12ème Université populaire Quart Monde européenne était coorganisée par le Mouvement international ATD Quart Monde et le Comité économique et social européen le 5 mars 2012, à Bruxelles. Elle s'est déroulée dans un contexte difficile de crise grave en Europe. Contre la précarité et la pauvreté, les réponses apportées manquent d'ambition et ne proposent souvent que des « sous-droits ». Les personnes les plus défavorisées sont, de plus en plus, laissées pour compte, stigmatisées et contrôlées. En choisissant le thème de cette Université populaire Quart Monde européenne : « Tous citoyens pour une Europe active contre la misère », le Mouvement ATD Quart Monde a voulu se situer dans les valeurs de l'Union européenne que sont la dignité, la liberté, l'égalité, la solidarité et le respect des droits de l'homme.

<http://www.eesc.europa.eu/resources/docs/actespdf.pdf>

"La participation des personnes en situation de pauvreté se construit pas à pas"

Actualités Sociales Hebdomadaires - 11/01/2013 - n° 2791-2792 - p. 12

Alors que le gouvernement souhaite faire davantage participer les personnes en situation de pauvreté à l'élaboration des politiques sociales, Florent Guéguen, directeur général de la FNARS, explique comment éviter une concertation alibi.

<http://www.fnars.org/>

Politique de la ville : reconnaître le "pouvoir d'agir" des citoyens.

Gazette des Communes (la) - 26/11/2012 - n° 45 - pp. 30-32

Dans un contexte de crise de la démocratie représentative et face au fonctionnement décevant d'instances participatives comme les conseils de quartiers, de nouvelles pistes sont explorées. L'« empowerment » et le « community organizing » sont des concepts anglo-saxons, qui s'appuient sur le pouvoir d'action des citoyens et l'agrégation de communautés d'intérêt. Pour tenter d'associer les milieux populaires et les jeunes, publics qui se tiennent en retrait, il ne s'agit plus seulement de consulter les citoyens : ceux-ci doivent devenir acteurs du changement.

<http://archives.lagazetteDESCOMMUNES.COM/19499252/-ew-reconnaitre-ew-le-ew-pouvoir-ew-ew-d-ew-ew-agir-ew-des-ew-citoyens-ew>

Diversité des objectifs des politiques sociales et place des usagers-citoyens dans leur évaluation

In Les outils de l'évaluation des politiques sociales et leurs usages / CHAUFFAUT Delphine,

DOMINGO Pauline - Politiques sociales et familiales - 12/2012 - n° 110 - pp. 87-93

Cet article propose une grille d'analyse des différentes méthodes pour inclure l'utilisateur et, d'une façon plus générale, le public d'une politique, voire les citoyens, dans son évaluation.

http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/PSF/psf-2-dchauffaut_pdomingo.pdf

Les "précaires", experts à part entière

Gazette Santé Social (la) - 09/2012 - n° 88 - pp. 28-29

Quelques rares expériences visent à associer les personnes en situation de précarité à l'évolution des dispositifs qui les concernent.

La participation des habitants : trois pistes pour rénover la politique de la ville / CARREL Marion,

HOUARD Noémie - Centre d'analyse stratégique - 09/2012 - n° 278 - 12 p.

Depuis les origines de la politique de la ville, la nécessité de la participation des habitants est reconnue par tous. Bien que les dispositifs participatifs se soient développés et diversifiés, ceux-ci relèvent plus souvent de l'information et de la consultation que d'une véritable possibilité de se faire entendre et d'intervenir dans l'action publique. Permettre aux habitants de développer leur pouvoir d'agir, mettre en place des budgets participatifs de quartiers et garantir la qualité du débat public. Telles sont les propositions du Conseil d'analyse stratégique (CAS) dans sa note intitulée "La participation des habitants, trois pistes pour rénover la politique de la ville".

<http://www.strategie.gouv.fr/content/la-participation-des-habitants-trois-pistes-pour-renover-la-politique-de-la-ville-note-dana>

Les lois des 2 janvier et 4 mars 2002 : dix ans après

Revue de Droit Sanitaire et Social (la) - 05-06/2012 - n° 3 - pp. 413-500

"Issues d'un colloque organisé le 29 mars 2012 par le Centre d'études et de recherches en sciences administratives et politiques (CERSA) de l'Université Paris, les contributions qui composent le présent dossier se proposent à l'occasion du dixième anniversaire de leur entrée en vigueur, de revenir sur ces deux textes fondamentaux ; portant le regard à la fois sur la genèse de ces derniers (rappel du contexte général ayant présidé à leur adoption et du processus ayant conduit à celle-ci), leur impact (analyse de leurs effets sur la gestion ou la "gouvernance" des établissements) et leur actualité (étude des évolutions induites par la loi HPST du 21 juillet 2009), elles entendent - et là réside sans doute une grande partie de leur originalité et, gageons le, de leur intérêt - analyser ensemble (c'est-à-dire confronter) deux textes que la force des choses et le poids de la tradition (le cloisonnement des secteurs et la spécialisation des acteurs et des... commentateurs) avaient conduit jusqu'à présent à aborder séparément." Extrait de l'introduction du dossier, signée Michel Borgetto

Les postures professionnelles en question / PORTAL Brigitte, JOUFFRAY Claire - Actualités Sociales

Hebdomadaires - 22/06/2012 - n° 2765 - pp. 27-28

Ne pas faire à la place de l'utilisateur, sortir de la posture du « sauveur » ou de l'« expert ». Plus facile à dire qu'à faire... Claire Jouffray et Brigitte Portal, assistantes de service social et formatrices au sein de l'Association nationale pour le développement de l'approche « Développement du pouvoir d'agir » (AndaDpa), plaident pour une mise en adéquation des principes du travail social et des actions des professionnels

Bibliographie - La participation des personnes en situation de pauvreté : un enjeu démocratique

INSET ANGERS - SERVICE DOCUMENTATION - 05/2012

http://www.inset-angers.cnfpt.fr/ressource_biblio/75.pdf

Participation des personnes bénéficiaires du revenu de solidarité active au dispositif - Guide de recommandations / DGCS, Ministère des solidarités et de la cohésion sociale - 03/2012 - 68 p.

Après le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) qui, en octobre dernier, a fait part de ses propositions pour améliorer la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques, le guide de la DGCS se présente comme une "base de réflexion sur la mobilisation des personnes bénéficiaires du RSA, mais également un cadre de référence destiné aux conseils généraux".

http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_partic_RSA_Adiness_mai_2012.pdf

Paroles de sans voix - Edition 2012 / ATD Quart Monde, Amnesty International France, Secours Catholique - 27/03/2012 - 8 p.

Faire changer le regard porté sur les plus pauvres, interpellier nos candidats à la fonction suprême sur la condition des membres les plus fragiles de notre population, les pousser à prendre position sur nombre de situations qui font scandale (difficulté voire impossibilité à se loger décemment, à s'alimenter correctement, à donner une éducation solide à ses enfants, à se soigner...) : telle est l'ambition de cette nouvelle édition de « Paroles de sans voix ».

<http://www.atd-quartmonde.fr/PAROLE-DE-SANS-VOIX.1988.html>

Interventions sociales et empowerment (développement du pouvoir d'agir) / VALLERIE Bernard, LE BOSSE Yann, JOUFFRAY Claire, BUENO-CAZEJUST Martine, PORTAL Brigitte - L'Harmattan - 2012 - 192 p.

Cette analyse du "développement du pouvoir d'agir" des personnes et des collectivités va ici se limiter au champ des interventions sociales. Dénonciation des pratiques standardisées, réflexion et action s'effectuant "avec" et non "sur", prise en compte de la complexité des enjeux en présence, décentration des seules caractéristiques individuelles pour s'intéresser aux composantes structurelles, constituent ainsi des repères pour les intervenants œuvrant dans la perspective d'une plus grande justice sociale.

Participation des personnes précaires : un processus à relancer

Actualités Sociales Hebdomadaires - 09/03/2012 - n° 2750 - pp. 28-31

La France fait figure de mauvais élève pour la participation des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion à la définition des politiques publiques. Frilosité des élus, manque de mobilisation des travailleurs sociaux, sentiment d'inutilité de la part des habitants ou des usagers, les freins sont nombreux. Pour autant, l'échec des politiques de lutte contre la pauvreté pourrait relancer la machine

Des recommandations pour une "révolution culturelle".

En moins de cinq ans, les recommandations de bonnes pratiques participatives se sont multipliées. Un phénomène admis par tous qui tend à montrer que les esprits sont mûrs

Evaluation et dialogue citoyen à Nantes - Avec le vivre-ensemble, le faire-ensemble

Journal de l'Action Sociale (le) - 02/2012 - n° 164 - pp. 27-29

Pionnière en la matière, cela fait bientôt dix ans que la ville de Nantes évalue progressivement ses politiques, dont tout particulièrement celles concernant la cohésion sociale, avec comme souci que chaque démarche engagée aboutisse à renforcer la confiance entre les habitants et le service public. Selon ses responsables, une ville n'est pas en effet seulement producteur de services, elle doit veiller à cette occasion à l'implication de ses habitants dans la définition des projets, pour faire de la ville une école de démocratie.

La participation des habitants en France et à l'étranger / CARREL Marion - Revue Quart Monde - 01/2012 - n° 221 - pp. 30-35

Extrait de l'intervention de Marion Carrel lors du séminaire "L'impératif participatif" dans la politique de la ville en France et à l'étranger" organisé par le Centre d'analyse stratégique et le Conseil national des villes, 27/06/2011

Droits des usagers. La rénovation permanente

Direction(s) - 01/2012 - n° 92 - pp. 20-29

En dix ans, la loi 2002-2 a produit des effets certains sur le terrain de la participation des usagers. Mais si les outils existent, les faire vivre exige encore un engagement constant des directeurs et des cadres.

RSA : quelle participation des allocataires aux équipes pluridisciplinaires ?

Actualités Sociales Hebdomadaires - 30/12/2011 - n° 2739 - pp. 21-22

La loi a prévu la participation des allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au fonctionnement des équipes pluridisciplinaires chargées notamment de rendre un avis sur les réorientations de titulaires, ou encore sur les décisions de réduction ou de suspension de la prestation. Mais elle n'est pas toujours mise en œuvre par les conseils généraux. Conformément au souhait du secteur associatif, la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) a mandaté cinq organisations pour analyser, dans huit départements, la façon dont les allocataires du RSA sont intégrés à ces équipes.

http://www.uniopss.asso.fr/resources/trco/pdfs/2011/L_decembre_2011//64280_Synthese_DGCS.pdf

La voix des usagers est-elle entendue ?

Travail Social Actualités - 11/2011 - n° 27 - pp. 17-24

La démocratie participative devient une exigence forte dans la société. Qu'en est-il dans le champ social et médico-social ? Si les usagers sont davantage associés à la vie de leur établissement, l'implication des bénéficiaires dans la définition des politiques sociales reste encore embryonnaire. Tour d'horizon.

Recommandations pour améliorer la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques

Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - 10/2011 - 57 p.

Le rapport se compose de trois grandes parties présentant successivement les enjeux de la participation des personnes en situation de pauvreté, l'état des lieux des pratiques de participation expérimentées tant par le secteur associatif que par les administrations et les collectivités territoriales, et enfin les préconisations politiques et méthodologiques du groupe de travail qui prennent la forme d'une quarantaine de recommandations ou pré-requis, organisés autour de trois axes majeurs.

<http://www.cnle.gouv.fr/Recommandations-pour-ameliorer-la>

Comprendre la participation des usagers dans les organisations sociales et médico-sociales /

JANVIER Roland, MATHO Yves - Dunod - 2011 - 261 p.

En presque dix ans – depuis la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale – le droit à la participation des usagers, c'est-à-dire l'affirmation de droits formels fixés par le Code de l'action sociale et des familles, a constitué une dynamique d'engagements réciproques entre professionnels et personnes accompagnées. La question de la participation des usagers est une question éminemment politique qui interroge les fondamentaux de l'action sociale. Cet ouvrage, 4e édition entièrement revue et mise à jour, propose un état des lieux complet à partir d'une certaine lecture des fondements historiques et des dernières décennies pour comprendre les enjeux d'aujourd'hui. Offrant une analyse pour apprécier les textes de référence, il situe l'évolution de la législation dans un contexte sociopolitique en mouvement. Les réflexions sur les différents outils donnent la possibilité de questionner les repères du quotidien et d'ouvrir à l'évaluation de la relation entre professionnels et usagers.

Vers de nouvelles pratiques participatives ? / BINGEN Aline, HAMZAOUI Mejed - Politiques sociales (Les) - 2010 - 109 p.

- Présentation - Mejed Hamzaoui, Aline Bingen

- L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir (DPA) : présentation d'un outil d'accompagnement - Manon Chamberland, Yann Le Bossé, Annie Cayouette, Suzie Martineau

- Participation des vulnérables dans la société d'insertion - Mejed Hamzaoui, Dimitri Léonard, Michaël Lebrun

- Contre les inégalités du "pouvoir d'agir", augmenter les capacités - Bernard Fusulier, Francesca Sirna

- Pratiques partenariales et pouvoir des parents : quels référentiels ? - Louise Lemay, Renée Giguère

- Le développement du pouvoir d'agir de femmes en contexte de guerre - May Hazaz

- Développer le pouvoir d'agir des personnes et articuler les temps sociaux - David Laloy

- Des outils pour une intervention sociale participative - Sébastien Kabw Mukanz

- Développement social et participation en formation : défi ou simulacre ? - Sylvie Poizat

- Regard éthique sur l'approche des capacités de M. Nussbaum - Catherine Bert

D - Décloisonner les politiques de solidarité et mettre les politiques publiques au service de tous

Développement social, développement économique et politiques publiques In « L'action sociale : boulet financier ou renouveau de la solidarité ? » / ANDGDGARD - 2013 - pp. 16-22

Table ronde animée par Denis Vallance, Directeur général des services du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, lors de la Journée d'étude « L'action sociale : boulet financier ou renouveau de la solidarité ? » organisée par l'ANDGDGARD, le 18 octobre 2012

http://www.andgdgard.asso.fr/images/stories/actualites/2013/SYNTHESE_JOURNEE_ACTION_SOCIALE.pdf

Nord - Une convention avec l'Etat pour une meilleure coordination des acteurs.

Gazette des Communes (la) - 04/02/2013 - n° 5 - p. 35

Depuis la fin de l'activité sidérurgique, le Denaisis présente des indicateurs qu'aucun dispositif ne réussit à relever », confie Franck-Olivier Lachaud, sous-préfet de Valenciennes. En 2011, les services de l'Etat, le département, les communes, l'Education nationale, l'agence régionale de santé, les Caf, etc. se sont réunis pour dresser un état des lieux. L'occasion d'une prise de conscience : travailler en coopérant plutôt qu'en superposant les dispositifs peut améliorer l'existant... Denain et quatre autres villes vont bénéficier de moyens mutualisés.

Pauvreté - Va-t-on enfin décloisonner les politiques sociales ?

Gazette des Communes (la) - 10/12/2012 - n°47 - pp. 8-9

Sous la présidence du Premier ministre, la conférence nationale de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale s'ouvre ce 10 décembre. Un plan quinquennal est annoncé début 2013.

<http://www.lagazettedescommunes.com/142855/pauvrete-va-t-on-enfin-decloisonner-les-politiques-sociales-pauvrete-va-t-on-enfin-decloisonner-les-politiques-sociales/>

Travail social dans le Bas-Rhin. Un développement social "presque parfait"

Journal de l'Action Sociale (le) - 04/2012 - n° 166 - pp. 24-25

Dans le Bas-Rhin, le conseil général a chargé ses sept unités territoriales de construire des projets locaux adaptés aux besoins de chaque territoire. L'exercice qui a mobilisé les quelques 350 professionnels des unités et plus de 250 partenaires, a permis d'insuffler une nouvelle dynamique sur le département.

Pour une refondation du partenariat - Les directeurs à l'offensive

Journal de l'Action Sociale (le) - 04/2012 - Suppl. au n° 166 - 4 p.

Retour sur les 23èmes journées techniques de l'ANDASS

Saint-Flour (15) - Action sociale : la gouvernance participative, ça fonctionne !

Actes : actions et territoires du social - 01/2012 - n° 424 - p. 31

A Saint-Flour, le niveau de revenus par habitant est l'un des plus faibles de France. Et la crise accroît encore les difficultés...Face à ces constats, Pierre Jarlier, maire de St Flour, a souhaité renforcer l'action sociale locale via un contrat social : un projet mobilisant élus, services déconcentrés de l'Etat, associations, acteurs de l'action sociale et partenaires privés.

Le travailleur social et la participation des habitants dans le cadre du Développement Social Local : un concentré d'incertitudes et de paradoxes et leurs impacts sur la mise en œuvre de la démarche. / CARAYOL Marie-Christine - Pôle de ressources régional pour la promotion du travail éducatif et social - 12/2010 - 121 p.

Le Développement Social Local introduit récemment dans les politiques sociales et dans les réformes des diplômés des travailleurs sociaux est devenu un enjeu de professionnalité pour le travail social. Mais malgré les discours et la littérature foisonnante autour de la démarche, on constate actuellement qu'elle est insuffisamment développée sur le terrain. Sa mise en œuvre est en effet exigeante car différentes logiques d'acteurs se retrouvent en présence. Par conséquent, elle nécessite que de nombreuses conditions soient réunies pour contourner les paradoxes entraînant des situations contre productives sur le terrain. Ceci entraîne de véritables bouleversements identitaires chez les professionnels ainsi qu'une certaine dose d'incertitude qui vient bousculer les programmes bien rodés.

http://cediasbibli.org/opac/index.php?lvl=notice_display&id=74297

Construire des actions collectives - Développer les solidarités / DUMAS Bernard, SEGUIER Michel - Chronique sociale - 06/2010 - 224 p.

Les situations de marginalité sociale s'accroissent. Le modèle de développement dominant exclut chaque jour davantage. Des ruptures se manifestent de manière violente, d'autres sont latentes et menacent d'exploser. Parallèlement, des initiatives de solidarité se cherchent, se multiplient. Les politiques mises en place par les institutions publiques amènent les professionnels du social à conduire des interventions de plus en plus complexes. Des actions collectives, conduites par les populations concernées, émergent, non sans difficulté. Cet ouvrage, fruit d'un long travail concret, procure les outils d'analyse, les méthodologies et les démarches pédagogiques pour donner sens et force aux actions collectives. Son contenu permet de comprendre les éléments nécessaires pour rendre acteurs et auteurs les populations qui se conscientisent, s'organisent, se mobilisent face aux situations inacceptables au regard des droits et devoirs reconnus à tous. Il fournit les repères pour élaborer une démarche de développement social local, émergence d'un développement solidaire planétaire.

VI / Dépense sociale : comment comprendre le(s) coût(s) ?

La situation et les perspectives financières des départements

Cour des Comptes - 02/2013 - 52 p.

1 - De profondes modifications de la structure financière des départements depuis 10 ans

2 - Un équilibre entre les recettes et les dépenses plus difficile à atteindre

3 - De nécessaires solutions structurelles

(Extrait du Rapport de la Cour des Comptes 2013)

<http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Rapport-public-annuel-2013>

Dépenses sociales, dépenses non sociales : quels déterminants ? / GILBERT Guy - Wikiterritorial -

12/2012 - 6 p.

Cet article a été réalisé pour le séminaire CNFPT intitulé "Comment se construit la dépense sociale ?" (Angers - 22/23 février 2011).

<http://www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/wiki/econnaissances/view/Questions-Cles/Depenses sociales depenses non sociales quels determinants>

Les politiques sociales vues au travers de leur financement / LAFORE Robert - Wikiterritorial -

12/2012 - 5 p.

Cet article a été réalisé pour le séminaire CNFPT intitulé "Comment se construit la dépense sociale ?" (Angers - 22/23 février 2011).

<http://www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/wiki/econnaissances/view/Questions-Cles/Les politiques sociales vues au travers de leur financement>

Les dépenses sociales des collectivités locales

Etudes et Résultats - 12/2012 - n° 822 - 4 p.

En 2010, près de 34 milliards d'euros ont été consacrés par les départements à l'aide sociale, contre 5,3 milliards d'euros par les communes de plus dix mille habitants et à peine 100 millions par les régions. Les dépenses sociales des départements représentent ainsi plus des quatre cinquièmes des dépenses sociales des collectivités locales (hors communes de moins de dix mille habitants).

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er822.pdf>

Budgets 2013 - Vaches maigres dans les conseils généraux

Gazette des Communes (la) - 17/12/2012 - n° 48 - pp. 44-45

Avec la stagnation des droits de mutation à titre onéreux et l'augmentation des dépenses sociales, l'exercice budgétaire continue de se tendre.

Il est nécessaire de contenir la masse salariale. L'investissement joue les variables d'ajustement.

- témoignages : le Bas-Rhin et l'Aveyron

Quelle soutenabilité des budgets départementaux au regard du poids des compétences sociales, en particulier en matière de vieillissement ? / PORTAL Eric - Revue Française de Finances Publiques

- 11/2012 - n° 120 - pp. 203-218

Après avoir fait le constat du vieillissement tendanciel de la population française et du coût net induit pour les départements au travers de leurs compétences en matière d'aide sociale puis de celui de l'effet de ciseaux entre les recettes et les dépenses de fonctionnement de ces collectivités territoriales, cet article essaie d'apporter quelques éléments de réponse à la question relative à la soutenabilité des finances départementales dans l'avenir.

Dépenses sociales : renforcer les contrôles pour une solidarité justifiée.

Gazette des Communes (la) - 17/09/2012 - n° 35 - pp. 48-49

La croissance des dépenses sociales des départements rend le contrôle de gestion incontournable. Ce dernier ne vise plus seulement l'efficacité des politiques, mais également - et de plus en plus - la stricte adéquation des aides avec les objectifs initiaux.

- expériences : conseils généraux du Tarn, de l'Aube, du Pas-de-Calais, des Pyrénées-Orientales...

Dépenses départementales d'action sociale en 2011 : se poser les bonnes questions

Lettre de l'Odas (la) - 06/2012 - 16 p.

En 2001, la dépense nette des départements était de 11,8 milliards d'euros. 10 ans plus tard, elle a quasiment triplé. Si la progression des besoins sociaux explique largement la hausse de la dépense, celle-ci n'est pas seulement liée à celle des allocations. Dans un contexte de crise financière traversant l'ensemble des collectivités publiques, les craintes qui pèsent sur le financement de l'action sociale départementale engagent à questionner celle-ci de manière qualitative et prospective <http://odas.net/article/depenses-departementales-d-action>

25 ans d'action sociale dans les finances départementales / Dexia ; Assemblée des Départements de France - 04/2012 - 76 p.

Plus que jamais l'action sociale est au cœur de la mission des conseils généraux : crise économique, vieillissement de la population, dépendance, handicap sont autant de sujets majeurs qui marquent profondément la structure des comptes départementaux.

Dans ce contexte, Dexia Crédit Local publie, en partenariat avec l'Assemblée des Départements de France et avec l'appui de SFL-Forum, une étude analysant l'évolution de 25 ans d'action sociale dans les finances des départements.

Détaillant chacun des domaines d'intervention des conseils généraux en matière d'action sociale, cette étude a vocation à fournir des éclairages financiers sur des enjeux essentiels pour les collectivités locales.

http://www.dexia-creditlocal.fr/collectivites-locales/expertise/departements-regions/Documents/action_sociale_dpts_avril2012.pdf

La compensation financière des dépenses sociales des départements au regard de la Charte européenne de l'autonomie locale. / NURET Bernard - Semaine juridique - administrations et collectivités territoriales (la) - 27/02/2012 - n° 8 - pp. 18-22

La compensation du caractère inflationniste des dépenses sociales que les départements avaient réclamée n'a pas trouvé grâce devant le juge constitutionnel, de sorte que leur regard pourrait se tourner vers la conception européenne de l'autonomie locale. Cette revendication pourrait-elle prospérer si elle s'appuyait sur les principes portés par la Charte européenne de l'autonomie locale récemment ratifiée ? Si les dispositions conventionnelles et constitutionnelles semblent proches, la Charte introduit un mécanisme de compensation plus dynamique. Alors que les premiers recours fondés sur ses stipulations fleurissent timidement devant le juge administratif, son premier accueil en droit interne mêle espoirs et interrogations quant à son efficacité. La Charte n'en est qu'à son premier printemps.

<http://conventions.coe.int/treaty/fr/treaties/html/122.htm>

Crise de la dette et politiques sociales : victimes, causes ou solutions ? / MOREL Nathalie, PALIER Bruno - Cahiers Français (les) - 01-02/2012 - n° 366

Depuis le printemps 2010, la crise des dettes souveraines a poussé les gouvernements de l'Union européenne à annoncer une succession de mesures d'austérité. La baisse des dépenses publiques est largement privilégiée à la hausse des recettes fiscales et les dépenses sociales se retrouvent en première ligne des coupes budgétaires. Nathalie Morel et Bruno Palier dénoncent une stratégie qui a déjà montré ses limites dans les années 1990 et 2000, en se traduisant par un recul de la protection sociale et des résultats décevants en termes de croissance et d'emplois. Ils proposent, pour sortir de la crise, d'adopter au contraire des politiques d'investissement social, fondées sur l'idée que certaines dépenses sociales sont susceptibles d'engendrer un retour sur investissement.

Le sens des sous pour résoudre la pauvreté / Conseil national du bien-être social - 2011 - 132 p.

Le sens des sous pour résoudre la pauvreté s'appuie sur un large éventail d'études locales, nationales et étrangères dans différents domaines, dont l'économie et l'épidémiologie, pour illustrer comment la réduction de la pauvreté est avantageuse pour tout le monde, peu importe où on se situe sur l'échelle des revenus.

Les auteurs du rapport exposent le coût monétaire élevé que nous payons actuellement en raison des conséquences de la pauvreté. Ils expliquent en quoi les investissements visant à éliminer la pauvreté sont sensés sur le plan économique et comment l'élimination de la pauvreté permettrait d'économiser de l'argent et d'augmenter le bien-être de tous et toutes. Ils concluent le rapport avec des recommandations pour les prochaines mesures à prendre.

http://publications.gc.ca/collections/collection_2011/cnb-ncw/HS54-2-2011-fra.pdf

Comment se construit la dépense sociale ? Actes du séminaire des 22 et 23 février 2011

INSET Angers - 11/2011 - 51 p.

- *Politiques sociales et finances publiques*

* *Dépenses sociales, dépenses non sociales : quels déterminants ? - Guy GILBERT*

* *Quelle place et quel rôle pour les cadres du secteur social dans la construction de la dépense sociale ?*

- *Atelier 1 : Le champ social éclairé par l'analyse financière*

- *Atelier 2 : Audit et évaluation des politiques sociales*

- *Atelier 3 : Dépenses sociales, partenariats et expérimentations*

- *Atelier 4 : Les besoins en personnel et en compétences pour maîtriser les enjeux financiers du champ social.*

- *Réconcilier politiques sociales et finances publiques*

* **Les politiques sociales vues au travers de leur financement - Robert LAFORE**

* *Que proposer aux cadres du secteur social pour appréhender la dimension financière de leur travail, sans pour autant trahir leur identité professionnelle ?*

http://www.inset-angers.cnfpt.fr/telechargement/demande/actes_dep_sociale.pdf

Quels budgets pour les départements à l'horizon 2015 ? / Etude de Guy Gilbert, Professeur -

Départements des sciences sociales, ENS Cachan et Alain Guengant, Directeur de recherche au CNRS, Université de Rennes 1 - 25/10/2010 - 9 p.

Les ressources des départements présentent une forte cyclicité et un adossement peu dynamique aux compétences transférées. Les dépenses se caractérisent par une double rigidité à la fois dans le secteur social et en matière de maintenance et de développement des équipements dans les domaines non sociaux (voirie, collèges, espaces naturels sensibles, patrimoine historique). En outre, les nouveaux investissements induisent des charges récurrentes de fonctionnement elles-mêmes largement rigides.

<http://www.departement.org/content/prospective-des-budgets-des-departements-2011-2015-1>

Mission relative aux questions de tarification et de solvabilisation des services d'aide à domicile en direction des publics fragiles / BRUANT-BISSON Anne, AUBE-MARTIN Philippe, REBOUL

Jacques-Bertrand (de) - Documentation Française ; IGAS ; Inspection générale des finances - 10/2010 - 94 p.

Dans un contexte d'une part d'augmentation des besoins (notamment en direction des personnes âgées) et de crise économique qui conduit à réduire les dépenses publiques et à contracter les dépenses des ménages, le secteur des services d'aide à domicile à destination de publics fragiles fait face à des difficultés financières. C'est dans ce contexte que l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), l'inspection générale des finances (IGF) et l'inspection générale de l'administration (IGA) ont été saisies par les ministres du budget, de l'intérieur et des collectivités locales, du travail et de la solidarité d'une mission portant sur l'analyse des facteurs déterminant le coût des prestations d'aide et d'accompagnement délivrés au domicile des personnes, d'examen des règles de tarification et de solvabilisation des besoins et des plans d'aide via l'APA en vue de propositions d'évolutions, d'examen enfin des modalités actuelles du contrôle d'effectivité de la dépense publique d'aide à domicile.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/114000038/0000.pdf>

Dépenses sociales : un effet domino pour les départements

Gazette des Communes (la) - 24/05/2010 - pp. 24-31

Tous s'accordent sur la situation financière alarmante des départements, qui subissent un effet de ciseau accru entre les dépenses d'aides sociales transférées par l'Etat depuis 2002 et leur mode de financement. Pour la seule année 2009, la "dette" de l'Etat atteindrait 4,2 milliards d'euros au titre du RMI-RSA, de l'APA et de la PCH. Mais à ces prestations s'ajoutent de nombreux "transferts rampants". Et, de fait, certaines compétences facultatives sont déjà restreintes. Au risque d'accentuer encore plus les fractures territoriales.

- *"aujourd'hui, le diagnostic est partagé et des solutions à moyen terme sont proposées. Mais qu'en est-il du court terme ?"*

- *plusieurs solutions sont avancées : cf. rapport Pierre Jamet, DGS du Rhône*

- *entretien avec Yvan Ferrier, président de l'Andass et DGA chargé du développement social au conseil général du Gard : "Les conseils généraux sont au pied du mur"...*

- *les compétences facultatives, premières victimes : dans les budgets primitifs 2010, certaines politiques sont déjà restreintes. Au risque d'accentuer les fractures territoriales.*

- *ce qu'ils en pensent : le CG de l'Aude, le directeur financier des finances de la Seine-Maritime, le secrétaire général et DGA de la Saône-et-Loire...*

Rapport du groupe de travail sur la maîtrise des dépenses locales / CARREZ Gilles, THÉNAULT

Michel - Documentation Française - 05/2010 - 41 p.

Le groupe de travail a été chargé d'aboutir "à un diagnostic partagé sur les facteurs expliquant la dynamique des dépenses et du besoin de financement des collectivités locales, afin de proposer des mesures susceptibles de contenir la progression des dépenses. La lettre de mission évoquait également l'analyse de l'opportunité de mettre en place un objectif de dépense locale". A noter que ce rapport a servi à préparer la deuxième session de la conférence sur les déficits publics organisée le 20 mai 2010. Concomitamment, trois autres rapports ont été rendus publics : un premier document sur la mise en place d'une règle d'équilibre des finances publiques, un deuxième proposant un diagnostic sur la situation des finances publiques, et enfin un troisième sur le pilotage des dépenses d'assurance maladie.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/104000241/0000.pdf>

Rapport sur les finances départementales / JAMET Pierre - Premier Ministre - 20/04/2010 -

86 p.

- *Situation financière des départements*
- *Analyse de l'efficacité des politiques sociales départementales*
- *Mutualisation et expérimentations : une dynamique en devenir*

Conclusion et propositions

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000203/index.shtml>

VII / Associations : partenaires ou prestataires des collectivités locales ?

Une charte pour refonder le dialogue entre associations, Etat et collectivités

Localtis - 21/01/2013

Prenant la mesure de l'importance croissante du rôle des collectivités territoriales dans les relations entre acteurs publics et acteurs associatifs, notamment à travers la contractualisation, le ministère de la Vie associative entend refonder ces rapports. Un groupe de travail installé ce 21 janvier est chargé de rédiger une charte tripartite sur le sujet.

<http://presse.jeunesse-sports.gouv.fr/communiqu/1097/Valerie-Fourneyron-installe-groupe-d-elaboration-de-Charte-Etat-collectivites-associations>

La place des associations et les enjeux économiques pour l'accueil des jeunes enfants

UNIOPSS; CNAR; Recherches & Solidarités - 01/2013 - 17 p.

Dans le cadre du programme de coopération, entre l'Uniopss et Recherches & Solidarités, les évolutions respectives du secteur associatif et du secteur lucratif ont été examinées pour chacune des activités du secteur sanitaire et social. Le secteur de la petite enfance a été identifié comme particulièrement sensible de ce point de vue. Il a donc été décidé, au sein du programme 2012, de consacrer une étude spécifique à ce secteur. Celle-ci se présente en quatre parties : les trois premières sont consacrées aux associations, avec une approche nationale, régionale, puis départementale. La quatrième partie présente le secteur associatif dans l'ensemble du secteur privé, qu'il soit organisé au sein des établissements lucratifs, ou qu'il relève des particuliers employeurs pour la garde des jeunes enfants ou des assistantes maternelles.

http://www.recherches-solidarites.org/media/uploads/rets_petite_enfance_2012_janv2013.pdf

Partenaires ou prestataires ? Les relations entre départements et associations de protection de l'enfance à la croisée des chemins - Actes du séminaire des 27 et 28 septembre 2012 co-organisé en partenariat avec l'ONED et le Pôle enfance de l'Inset d'Angers - INSET Angers, CNFPT, ONED - 01/2013 - 84 p.

http://www.cnfpt.fr/sites/default/files/actes_partenaires_prestataires_2012.pdf

Dossier documentaire : http://www.cnfpt.fr/sites/default/files/partenaires_prestaires_doc.pdf

Financement des associations. Sortir de la crise

Gazette Santé Social (la) - 01/2013 - n° 92 - pp. 18-23

Subventions, aides aux emplois...les associations des secteurs sanitaire, social et médico-social dépendent fortement des subsides publics. Or, rigueur budgétaire oblige, ces fonds chutent parfois sensiblement, menaçant l'existence même de certaines structures. Faute de marges de manœuvre, les associations n'ont d'autre choix que de diversifier leurs ressources et repenser leur organisation.

Associations- Mesurer l'utilité sociale, plus facile à dire qu'à faire

Gazette des Communes (la) - 14/01/2013 - n° 2 - pp. 26-28

Pourquoi ? La mesure de l'utilité sociale dépasse la seule évaluation du service rendu par une structure. Elle vise la plus-value de celle-ci sur son environnement et le territoire où elle agit.

Pour qui ? Défendue par les acteurs de l'économie sociale et solidaire, en particulier les associations, cette approche moins centrée sur les coûts intéresse également les collectivités.

Comment ? L'évaluation de l'utilité sociale relève de la coconstruction. Des démarches de recherche-action aboutissent à une vision partagée des besoins et des actions à mener, mais sont souvent chronophages.

- Nantes métropole (Loire-Atlantique) : l'appui d'une recherche-action qui a débouché sur un soutien pérenne des collectivités

Innovations sociales et rationalisation budgétaire : quelles interactions entre deux logiques institutionnelles antagonistes ? / GILBERT Patrick, RAULET-CROSET Nathalie, CHEMIN-BOUZIR Carine - *Politiques et Management Public* - 12/2012 - n° 4 - Vol. 29 - pp. 607-628

Dans le champ de l'action sociale, s'opposent deux logiques institutionnelles, celle de l'innovation et celle de la rationalisation budgétaire. Elles semblent de prime abord inconciliables. La première, porteuse de diversité et d'idiosyncrasie, serait l'apanage des associations. La seconde donnerait la part belle aux financeurs publics en visant l'homogénéisation et la transparence de l'action associative. Le caractère irréductible de cette opposition dualiste est-il avéré ? L'article étudie les interactions entre deux logiques à travers l'étude du cas d'une association et des modalités de son financement. Il s'attache tout d'abord, à décrire les formes concrètes des relations association-financeurs dans le cas étudié. Puis il analyse les processus temporels et multi-acteurs, montrant le dépassement de l'apparente incompatibilité entre les deux logiques.

Associations, solidarités et institutions publiques

Informations Sociales - 07-08/2012 - n° 172 - pp. 4-115

Ce numéro vise à participer à une meilleure compréhension des enjeux qui se posent aux associations du secteur social, en proposant une réflexion sur deux axes. D'une part, il s'agit de mieux connaître les associations du champ social, leur fonctionnement et leurs répertoires d'action. D'autre part, il s'agit de souligner la diversité des interactions qui se nouent avec les institutions publiques, et de mettre en exergue les évolutions en cours."

<http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2012-4.htm>

Refonder un modèle solidaire n'a rien d'utopique

Actualités Sociales Hebdomadaires - 01/06/2012 - n° 2762 - pp. 24-27

Dans un livre intitulé « L'action sociale a-t-elle encore un avenir ? » (éd. Dunod), Pierre Savignat, maître de conférences associé à l'université de Grenoble, estime que si les idées néolibérales sont aujourd'hui dominantes, toute politique ou mesure sociale ne s'y réduit pas. L'avenir est donc, selon lui, largement ouvert pour peu que les professionnels et les fédérations associatives retrouvent une parole politique. Un ouvrage engagé, qui met en évidence la complexité de ce qui est en œuvre dans le champ social et invite au débat

Associations - Partenaires ou prestataires ?

Gazette Santé Social (la) - 01/2011 - n° 70 - pp. 20-29

La tendance à la mise en concurrence systématique conduit à considérer les associations comme des prestataires et non plus comme des partenaires. Parallèlement, la réforme territoriale, la mise en place des agences régionales de santé et les appels à projets modifient le contexte institutionnel. Les associations ne constituent cependant pas de simples fournisseurs de services. Elles permettent de replacer la solidarité démocratique au cœur de l'économie.

<http://pacte-solidarite.blogs.apf.asso.fr/sign.html>

<http://www.associations-citoyennes.net>

Collectivités territoriales et associations : reconstruire le partenariat

Dossier de la Gazette.fr - 16/01/2012

Les résultats de l'enquête France Active / CPCA publiée par la Gazette en exclusivité en janvier 2012 sont sans appel : les financements publics aux associations ont fortement chuté entre 2009 et 2010.

Lire le dossier sur le site de la gazette :

<http://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/collectivites-territoriales-et-associations-reconstruire-le-partenariat/>

Faire société - Les associations de solidarité par temps de crise / UNIOPSS, LAFORE Robert - Dunod - 2010 - 256 p.

Le secteur social, médico-social et sanitaire est, pour des raisons historiques, fortement caractérisé par un fonctionnement associatif. Tout porte à croire que les associations détiennent toujours une capacité politique sans égale pour organiser le lien social. Des bouleversements profonds, tant politiques qu'économiques, les obligent cependant aujourd'hui à un travail prospectif visant à repositionner le projet associatif face aux exigences de participation citoyenne, aux nouveaux territoires, à la concurrence du marché, à la montée en puissance de l'Europe...

Associations : de partenaires à prestataires des collectivités.

Gazette des Communes (la) - 06/09/2010 - n° 33 - pp. 26-31

Le secteur associatif, porteur d'innovation sociale, constitue parfois le bras droit des pouvoirs publics qui trouvent là flexibilité et réactivité. Or le recours à la commande publique, qui tend à se généraliser, et une gestion systématique par appels à projets font courir le risque d'une instrumentalisation du projet associatif : faute de financement en dehors du cahier des charges, fixé par la collectivité, le potentiel d'innovation des associations pourrait se voir réduit. - expériences et témoignages

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000022518266&dateTexte=&categorieLien=id>
http://www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_langlais.pdf

Les associations doivent participer au débat public

Direction(s) - 04/2010 - n° 73 - pp. 24-25

Le sociologue Jean-Louis Laville souligne l'importance d'une gouvernance propre aux associations, sans oublier que celles-ci ont certes une dimension politique, mais aussi une dimension économique.

Les départements souffrent, les associations trinquent

Travail Social Actualités - 04/2010 - n° 11 - pp. 12-14

La forte inflation des allocations de solidarité conduit certains départements à se recentrer sur leurs compétences obligatoires. Les programmes sociaux, notamment pour la prévention et l'insertion, sont parfois sérieusement réduits alors que les difficultés de l'aide à domicile s'aggravent.

"L'association de solidarité devient un pur opérateur fonctionnel" - Robert Lafore, président du conseil de prospective de l'Uniopss

Actualités Sociales Hebdomadaires - 29/01/2010 - n° 2644 - pp. 28-31

La succession ininterrompue de réformes ne remet pas en cause les associations sociales et médico-sociales. En revanche, les transformations à l'œuvre conduisent à neutraliser les institutions pour ne prendre en compte que les activités. La spécificité de l'association est donc progressivement ignorée, s'alarme Robert Lafore, coordonnateur d'un ouvrage collectif sur les associations de solidarité, rendu public lors du congrès de l'Uniopss, les 27, 28 et 29 janvier

Associations - A la recherche d'un nouveau modèle

Gazette Santé Social (la) - 01/2010 - n° 59 - pp. 18-25

Crise : en raison de l'augmentation des besoins sociaux, les associations sont fortement sollicitées et leurs valeurs plébiscitées par le grand public

- Paradoxe : dans le même temps, entraînées par les mutations institutionnelles, elles entrent dans un nouveau processus de marchandisation des services qui modifie le sens de leur intervention.

- Défi : dans ce contexte, le secteur doit relever un nouveau défi : s'adapter à cette nouvelle logique économique, tout en préservant sa capacité d'initiative sociale. En un mot, inventer un nouveau modèle.

VIII / Politiques sociales : quelles perspectives d'évolution pour les territoires ?

Les politiques de solidarité dans l'Acte III de la décentralisation In « L'action sociale : boulet financier ou renouveau de la solidarité ? » / ANDGDGARD - 2013 - pp.32-38

Table ronde animée par Véronique ROBITAILLIE, Directrice générale des services du Conseil général des Côtes-d'Armor lors de la Journée d'étude « L'action sociale : boulet financier ou renouveau de la solidarité ? » organisée par l'ANDGDGARD, le 18 octobre 2012

http://www.andgdgard.asso.fr/images/stories/actualites/2013/SYNTHESE_JOURNEE_ACTION_SOCIALE.pdf

Territorialisation de l'action publique

Gazette des Communes (la) - 18/03/2013 - n° 11 - Cahier détaché n° 2 - 32 p.

Compte-rendu du 2ème séminaire national organisé par le conseil général de Meurthe-et-Moselle et l'Association nationale des directeurs généraux et des directeurs généraux adjoints des régions et départements (ANDGDGARD), à Nancy les 22 et 23 novembre 2012.

<http://www.seminaire-territorialisation.org/fr/introduction.html>

La coordination des différents niveaux territoriaux. L'expérience de la politique de lutte contre l'exclusion sociale / SLAMA Raphaël In Les politiques de cohésion sociale. Acteurs et instruments - Centre d'analyse stratégique ; DGCS - 02/2013 - pp. 239-254.

Deux années durant, entre septembre 2010 et avril 2012, le Centre d'analyse stratégique (CAS) et la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) ont organisé une série de quatorze séminaires publics sur les instruments et les acteurs des politiques de cohésion sociale. Le présent rapport livre le fruit des réflexions produites à cette occasion.

<http://www.strategie.gouv.fr/content/rapport-les-politiques-de-cohesion-sociale>

CCAS et conseil général : faits pour s'entendre...

Actes : actions et territoires du social - 06/2012 - n° 429 - pp. 21-26

Partenaires de raison et par nature, CCAS/CIAS et conseils généraux n'ont d'autre quotidien et d'avenir que de s'entendre. Parce que la compétence sociale du département fait écho aux politiques sociales menées par les collectivités et leurs CCAS/CIAS. Parce que le Département a besoin de relais de proximité tandis que le CCAS a besoin d'appuis notamment financiers. Une relation qui peut porter plus loin le développement social local.

Le cadre politico-administratif local : terroirs, circonscriptions administratives et territoires /

LAFORE Robert - Vie Sociale - 2011 - n° 2 - pp. 57-73

- *L'héritage : le modèle "départementaliste"*

* *la maîtrise du territoire au travers de l'espace départemental*

* *les lois de décentralisation : l'introuvable équilibre*

- *Les adaptations récentes : la sortie du modèle départementaliste ?*

* *la RGPP : l'Etat veut retrouver son rang*

* *la réforme des collectivités territoriales : le coup de pied dans la fourmilière*

- *Les "territoires" de l'action sociale : ça se complique*

* *un mouvement presque séculaire : le "social" s'inscrit dans l'espace départemental*

* *la fin des certitudes : qu'est-ce que l'action sociale ?*

La vocation sociale du département / LONG Martine, RIHAL Hervé - Actualité Juridique Droit

Administratif - 03/10/2011 - n° 32 - pp. 1835-1841

Depuis les lois de décentralisation, la vocation sociale du département semble relever de l'évidence et le législateur n'a cessé de lui transférer de nouvelles compétences en ce domaine. La décentralisation, en la matière, a largement été, et continue d'être, un transfert de charges voulu par l'Etat. Et, depuis quelques années, cette décentralisation apparaît remise en cause. Elle pose, depuis le départ, questions en termes d'égalité entre les citoyens, ce qui a amené à une réduction des pouvoirs réels des conseils généraux. En outre, les générations récentes laissent transparaître une tendance à considérer que l'échelon intercommunal peut, notamment en zone urbaine, apparaître plus pertinent pour gérer ces questions.

Les (nouveaux) territoires du social. Comment faire société aujourd'hui ?

Vie Sociale - 2011 - n° 2 - 183 p.

L'évolution sociale et politique a conduit notre pays à deux attitudes contradictoires. La décentralisation et la nouvelle distribution des compétences a entraîné la création de services d'action sociale départementaux dont les rapports les uns avec les autres ne sont guère évidents, ce qui amène des disparités dont certaines sont assez fortes et à une parcellisation de l'action sociale, que ne parviennent plus à réguler suffisamment les services de l'État. En même temps que se produit cet éclatement à travers nos divers territoires, on s'aperçoit que la politique sociale ne saurait se limiter à l'action sociale. Elle touche de nombreux autres secteurs : justice, jeunesse, éducation, environnement, immigration, travail, santé, loisirs, sans oublier les finances. Si les territoires géographiques sont dispersés, les territoires de compétences auraient besoin de se rapprocher pour mener un politique claire, qui permette vraiment de lutter contre l'individualisme et faire société, car il n'y a pas de citoyenneté sans sentiment d'appartenance. Pris entre ces deux éléments, saurons-nous les dépasser pour trouver une nouvelle harmonie sociale ? Cette question est au cœur des réflexions issues du colloque, organisé en janvier 2011 à Aubervilliers, intitulé « Faire société autrement ». C'est en travaillant sur nos différences mais aussi sur nos valeurs de base, telles que notre constitution les rappelle - liberté, égalité, fraternité, laïcité - ce qui fait de notre État un État social, que nous pouvons tisser ensemble les liens utiles et faire de chacun de nous un citoyen.

http://www.cedias.org/revue/nouveaux-territoires-social-comment-faire-societe-aujourd'hui#contenu_preface_revue

Décloisonnement du sanitaire et du médico-social - Du discours à la méthode

Journal de l'Action Sociale (le) - 04/2011 - n° 156 - pp. 26-27

Finie la gestion cloisonnée du sanitaire et du médico-social ? C'est en tout cas le grand défi des agences régionales de santé, qui ne pourront le relever sans une concertation approfondie avec les conseils généraux, notamment dans l'élaboration de leurs schémas régionaux de l'organisation médico-sociale. Et malgré le scepticisme qui peut s'exprimer sur le court terme, des initiatives prometteuses sont prises, comme c'est le cas en régions Rhône-Alpes et Limousin.

Territorialisation et contractualisation : les secrets du Pas-de-Calais

Journal de l'Action Sociale (le) - 04/2011 - n° 156 - pp. 22-23

Dans un souci de proximité et d'équité à l'égard de sa population, le conseil général se réorganise et contractualise tous azimuts avec les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). La relation avec les diverses collectivités s'en trouve profondément renouvelée au bénéfice de l'utilisateur. Un exemple à suivre de près.

Collectivités territoriales - Un chantier inachevé

Direction(s) - 03/2011 - n° 83 - pp. 20-27

La loi de décembre 2010 redistribue les cartes, sans remédier au problème de fond. Dans un paysage local toujours morcelé, les gestionnaires devront adapter leurs stratégies d'intervention. Sur des territoires en voie de recomposition.

- Des incertitudes sur le centre de gravité de l'action sociale. Entretien avec Robert Lafore, professeur de droit public à l'Institut d'études politiques de Bordeaux.
- "Nous entrons dans une zone de turbulences". L'Uccas pointe les pistes de progrès.

Action sociale : la nouvelle donne territoriale

Revue de Droit Sanitaire et Social (la) - 01-02/2011 - 2011 - pp. 5-66

- Les "territoires" de l'action sociale : l'effacement du modèle "départementaliste" ? Robert LAFORE
- Vers un "Acte III de la décentralisation" ? Martine LONG
- La réorganisation des services de l'Etat en matière sociale - Danièle CRISTOL
- La régulation du secteur social et médico-social après la loi HPST : des règles de plus en plus complexes - Arnaud VINSONNEAU
- La professionnalisation du travail social à l'épreuve de la décentralisation - Michel CHAUVIERE

L'action sociale et "ses territoires" : ça se complique ! / LAFORE Robert - Actualités Sociales

Hebdomadaires - 28/01/2011 - n° 2694 - p. 46

On n'a pas encore beaucoup débattu, dans les milieux de l'action sociale, de la réforme des collectivités territoriales que la récente loi du 16 décembre 2010 vient d'entériner. Sans aucun doute, la digestion difficile des effets potentiels de la révision générale des politiques publiques (la fameuse RGPP), ajoutée aux inquiétudes soulevées par la loi dite « hôpital, patients, santé et territoires » (ou loi « HPST ») du 21 juillet 2009, a-t-elle déjà largement encombré les colloques, journées d'études et autres séminaires.

Cet ouvrage a pour ambition d'aborder l'action sociale et médico-sociale à partir du local, du territoire, et à travers une double lecture. La première approche est juridique et institutionnelle. Il s'agit d'aborder les aspects institutionnels de l'action sociale et médico-sociale. Ces développements s'intéressent à l'organisation juridique et administrative de ce secteur de l'action publique. L'accent est mis sur l'analyse des acteurs en présence (conseils généraux, communes, État et secteur associatif) et sur leur champ de compétence, ainsi que sur la dynamique contractuelle entre ces acteurs. La seconde approche est davantage politique. Elle traite des politiques sociales à travers leurs caractéristiques principales, à la fois dans leur essence même, mais aussi dans la façon dont les acteurs précédemment étudiés les mettent en oeuvre. Les politiques sociales sont envisagées de manière catégorielle, c'est-à-dire en fonction du type de public-cible ou de domaine d'action : logement, politique de la ville, personnes âgées, handicap, protection de l'enfance, insertion, etc. Dans un deuxième temps, les évolutions transversales qui touchent l'ensemble de l'action sociale sont mises en exergue. Sont ainsi évoquées la territorialisation de l'action sociale, la question de la démocratisation de l'action sociale et enfin la problématique de l'évaluation des politiques sociales.

IX / Politiques sociales : quels enjeux de gouvernance pour les territoires ?

Action sociale. La contrainte budgétaire, un levier de refondation ?

Gazette des Communes (la) - 11/03/2013 - n° 10 - pp. 8-11

Après la diffusion, en avril 2012, d'un texte de directeurs généraux des services de département un mouvement de réflexion sur l'avenir de l'action sociale, en prise à la contrainte budgétaire, a gagné de l'ampleur. La "Gazette" fait le point sur les premières pistes de ce débat inédit.

<http://www.lagazettedescommunes.com/158239/action-sociale-la-contrainte-budgetaire-un-levier-de-refondation/>

http://www.cq54.fr/fileadmin/Documents/Arborescence/Actualites/2012/action_sociale_dg.pdf

Groupe de travail "Gouvernance des politiques de solidarité" / DINET Michel, THIERRY Michel,

JANVIER Guy - Conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - 12/2012 - 33 p.

Quatre thématiques abordées :

- *La coordination, notamment institutionnelle, entre les collectivités territoriales et l'Etat, ainsi qu'entre les différents services de l'Etat, dans la conception, le financement, la mise en œuvre et l'évaluation de politiques déjà très largement décentralisées. Au-delà de la coordination entre les institutions, généralement au plan départemental, il est également important de faciliter la mise en œuvre de projets territoriaux de développement social permettant de dépasser le cloisonnement des dispositifs administratifs et la multiplicité des intervenants ou référents.*

- *L'amélioration des modes de coopération entre les acteurs publics et le monde associatif et plus généralement avec l'environnement direct des usagers. Il s'agit également de remobiliser les solidarités d'engagement et de proximité.*

- *L'association des intervenants sociaux et des personnes en situation de pauvreté à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques sociales, avec la volonté de viser la mobilisation effective des capacités et ressources des usagers et des personnes en situation de pauvreté.*

- *L'identification des besoins et l'évaluation des politiques mises en œuvre, avec le souci de développer l'observation et les expérimentations*

http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_gouvernance_final_couv.pdf

Demain, quelles politiques sociales de solidarité ?

Vie Sociale - 2011 - n° 4 - 260 p.

Ce numéro de Vie sociale (19 articles) fait suite au séminaire intitulé "Demain, quelles politiques sociales de solidarités" organisé au CEDIAS du 16 sept. 2009 au 28 janv. 2012.

http://www.cedias.org/revue/demain-quelles-politiques-sociales-solidarite#contenu_preface_revue

Repolitiser l'action sociale / DUBREUIL Bertrand ; JANVIER Roland ; PRIOU Johan ; SAVIGNAT Pierre

- Actualités Sociales Hebdomadaires - 16/12/2011- n° 2737 - pp. 27-30

Que doit être l'action sociale ? Et sur quels leviers s'appuyer pour qu'elle le devienne ? Bertrand Dubreuil, Roland Janvier, Johan Priou et Pierre Savignat mettent leurs compétences complémentaires en commun pour proposer dans les colonnes des « ASH » un manifeste invitant à passer de l'indignation et de la résistance à l'action.

« La liberté de s'organiser pour agir » : rapport à Monsieur le président de la République sur la clarification des compétences des collectivités territoriales. / DE PERETTI Jean-Jacques - Conseil

d'Etat - 07/2011 - 100 p.

Jean-Jacques de Peretti, conseiller d'Etat et maire de Sarlat, a remis ce 13 septembre en fin d'après-midi au Président de la République son rapport sur la clarification des compétences des départements et des régions. Véritable boîte à outils pour les élus, le rapport précise les conditions d'élaboration des schémas d'organisation des compétences et de mutualisation prévus par la loi. Interviewé par Localtis, Jean-Jacques de Peretti explique pourquoi les schémas constituent une vraie chance pour les territoires. "La liberté de s'organiser pour agir". C'est le sous-titre qu'a choisi Jean-Jacques de Peretti pour exprimer ce qui sera, selon lui, l'une des conséquences majeures de la loi de réforme des collectivités de décembre dernier. Passée relativement inaperçue, la disposition prévoyant la mise en œuvre à compter de 2014-2015 par les départements et la région d'un schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services serait la clé de voûte d'une "nouvelle étape de la décentralisation". Un chantier qu'il recommande de lancer dès le 1er janvier 2012.

<http://www.ladocumentationfrançaise.fr/rapports-publics/114000567/index.shtml>

Action publique, action sociale- Les questionnements des politiques, des chercheurs et des professionnels / MULLER Béatrice - L'Harmattan - 2010 - 290 p.

Les contributions ici présentées proposent : d'identifier ce qui relève de l'action publique et/ou sociale ; d'interpréter les transformations en cours ; de questionner le processus à l'œuvre ; de saisir les actions publiques et sociales qui se mettent en place sur les territoires. Tous ces changements questionnent la gouvernabilité, dessinent de nouvelles modalités de gouvernance et laissent entrevoir un nouveau type de contrat social.

ANNEXE : **Pour en savoir plus : ouvrages généraux**

L'avenir de la solidarité / CASTEL Robert, DUVOUX Nicolas

PUF - Collection La vie des Idées.fr - 2013 - 102 p.

La solidarité, valeur centrale de la République, a connu de profondes transformations ces dernières années. Sous l'effet du chômage, mais aussi de la précarité et d'une suspicion croissante envers les pauvres, un certain nombre de réformes ont été mises en œuvre. La création du RSA a été une mesure phare de la présidence Sarkozy. Quel bilan en dresser ? Alors que les chiffres du chômage repartent à la hausse, comment pérenniser, voire renforcer la protection sociale ? Les contributions ici rassemblées illustrent les tendances de fond à l'œuvre dans notre société : violence de la crise économique, représentations de la pauvreté, méfiance vis-à-vis des "assistés", diversité de la situation française, bilan en demi-teinte de la nouvelle législation. En inscrivant ces mutations dans une perspective historique et sociologique, on peut à la fois signaler les écueils actuels et mettre au point des outils et des expériences pour repenser l'idée de solidarité.

Politiques sociales / PENAUD Pascal

Dalloz, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques - 2013 - 756 p.

Couvrant un champ très large qui touche à la fois la santé, la protection sociale, le travail, l'emploi et la formation professionnelle, les politiques sociales répondent à des enjeux majeurs. Elles influent sur les conditions de vie de nos concitoyens, mais elles ont aussi un impact politique, économique et financier puisque ce secteur pèse plus de 600 milliards d'euros. Ce manuel présente un panorama complet de ces politiques ainsi que des institutions qui les mettent en œuvre. Il comporte à la fois des chapitres transversaux (financement, Europe sociale, etc.) et des chapitres thématiques, qui abordent l'ensemble des politiques publiques et les problématiques qui le concernent. Issu d'enseignements délivrés dans les principales préparations à l'ENA, à 1EN3S et à GEH ESP, nourri des expériences d'auteurs ayant tous une pratique de terrain, il renferme ce qu'un étudiant ou un professionnel doit savoir pour se préparer sérieusement à une épreuve « questions sociales » des concours de catégorie A de la fonction publique. L'objectif premier de ce manuel est de donner à tous les "préparationnaires" la base de travail qui manquait ; il pourra aussi servir un public plus large d'étudiants, d'enseignants et de praticiens, désireux d'acquérir une vision complète des politiques sociales.

Politiques sociales et de santé - Comprendre et agir / RAYSSIGUIER Yvette, JEGU Josiane,

LAFORCADE Michel - Presses de l'école des Hautes Etudes en Santé Publique - 2012 - 671 p.

Les questions sanitaires et sociales passionnent autant la population que le législateur. Dans ce secteur, plus que dans tout autre, l'explosion normative et réglementaire a créé un enchevêtrement de politiques et d'acteurs d'une rare complexité. L'ambition des auteurs est de présenter l'ensemble des politiques de manière thématique, sous une forme raisonnée, sans exclure analyses et commentaires critiques. L'action sanitaire et sociale ne peut se résumer à la présentation du droit positif et des politiques publiques. Pour être comprise, elle suppose des références à la science politique, à la sociologie des acteurs, aux théories de la complexité ou à l'analyse systémique. Ces références contribuent au regard critique qui est aussi celui des auteurs. Sont ainsi abordés en détail le contenu précis des politiques, leur genèse, leur environnement, le jeu des acteurs qui les animent, les valeurs qui les portent, les méthodes et outils auxquels elles ont recours. Dès la première édition de cet ouvrage, les auteurs ont choisi de traiter conjointement des politiques sanitaires et sociales. Les séparer peut donner l'illusion de la simplification. Mais cette disjonction ne résiste pas à l'analyse, tant les besoins de la population et le contenu des politiques relient de plus en plus étroitement les dimensions sanitaire et sociale. Les récentes évolutions n'ont fait que conforter ce parti pris.

Les solidarités à l'épreuve des crises / MULLER Béatrice, BARBIER Jean-Claude, BRESSON Maryse

- L'Harmattan, Institut de la Ville et du Développement - 2012 - 243 p.

Notre système de protection sociale n'a pas échappé aux réformes engagées en Europe dans le contexte de crise. Il est perçu à la fois comme un rempart à la crise et comme un obstacle à une reprise économique. Les auteurs tentent donc de comprendre comment ces différentes idées pénètrent les réalités des solidarités publiques et privées.

L'action sociale a-t-elle encore un avenir ? / SAVIGNAT Pierre - Dunod, Gazette santé-social (La) - 2012 - 215 p.

Les réformes en cours conduisent à une réévaluation de l'action sociale tournée plus vers l'individu et la subsidiarité que vers des logiques de solidarité et d'approches collectives. Dans ce contexte les positionnements des professionnels évoluent entre corporatisme et tentative de « limiter les dégâts ». Or la croissance des coûts est largement liée à la croissance des besoins dont une grande partie résulte du délitement, au moins partiel, des grandes fonctions de socialisation et d'intégration : l'école ; le logement ; l'emploi ; la ville... Même en rejetant les logiques purement financières, l'on ne peut cependant défendre une croissance illimitée des moyens consacrés à la réparation. Cet ouvrage propose un cadre de réflexion général et cohérent dans lequel l'action sociale doit retrouver une posture crédible : celle d'une solidarité constitutive du lien social.

Droit de l'aide et de l'action sociales / BORGETTO Michel, LAFORE Robert
Montchrestien - 06/2012 - 8^{ème} édition - 740 p.

Face aux limites que montrent les techniques assurancielles classiques et au développement subséquent que connaissent les phénomènes de pauvreté et d'exclusion, les politiques d'aide et d'action sociales ont peu à peu retrouvé l'utilité et la légitimité qui étaient les leurs il y a un siècle voire un demi-siècle, invitant par là même à repenser les questions qui sont au cœur de la construction démocratique. S'efforçant de revisiter ces politiques à partir, notamment, des principes théoriques qui les fondent et des nécessités pratiques qui président à leur évolution, cet ouvrage propose un exposé détaillé et complet du droit positif afin de répondre à la demande croissante d'information et de connaissance en provenance des étudiants, des chercheurs et des professionnels. Depuis la précédente édition, plusieurs réformes ont vu le jour : décentralisation du RMI et création d'un RMA, modifications des règles en vigueur dans les domaines de l'enfance et de la famille, de l'insertion professionnelle des jeunes, de l'accès aux soins... Les textes d'application de la grande loi du 2 janvier 2002 ont été adoptés. Enfin, des textes importants renfonçant la décentralisation ou réorganisant le champ du handicap ont été élaborés : projets qui sont suffisamment avancés pour que le cadre général en soit connu et leur impact analysé. En arrière-plan de ces évolutions, le débat portant sur la nature, l'organisation et l'étendue des dispositifs de protection sociale n'a rien perdu de sa vigueur, confirmant par là, s'il en était besoin, qu'une société qui se veut démocratique ne peut ignorer les difficultés auxquelles se trouvent confrontés les individus et groupes qui la composent.

La nouvelle planification sanitaire et sociale / JOURDAIN Alain, BRECHAT Pierre-Henri
Presses de l'école des Hautes Etudes en Santé Publique - 2012 - 247 p.

La décentralisation des politiques sociales et la déconcentration des programmes de santé ont généré un modèle de planification par plans et schémas qui s'est étendu progressivement à tout le champ sanitaire et social. Les avantages de ce modèle sont nombreux. Il s'intéresse aux besoins de santé de la population, il a le souci de l'efficacité économique, il favorise la transversalité de l'action ainsi que le renforcement de la coordination entre acteurs et institutions. Ses applications ne vont pourtant pas sans difficultés. La multiplication des schémas ne conduit-elle pas irrémédiablement à un éparpillement de l'action ? La contrainte financière ne réduit-elle pas à néant l'effort de rationalité des plans ? La loi HPST, en imposant un projet régional de santé (PRS) aux agences régionales de santé, ouvre la voie à une nouvelle planification sanitaire et sociale dont les méthodes sont décrites dans différents guides méthodologiques édités par les ministères sociaux. Au-delà de la méthode, les acteurs concernés par les PRS s'interrogent sur cette planification à la française. Comment l'histoire a-t-elle modelé cette forme originale d'action collective ? Quels sont ses fondements théoriques ? Comment se déroule la campagne des projets régionaux de santé, des schémas régionaux de prévention, d'organisation des soins et d'organisation médico-social ? Autant de questions auxquelles ce livre s'efforce d'apporter des réponses lucides et pragmatiques. Pour ce faire, les auteurs - issus du milieu académique ou impliqués dans l'action des services de l'État, du management d'établissement et du secteur associatif - se réfèrent autant aux disciplines fondamentales (économie, sociologie, gestion, politiques publiques...) qu'à l'analyse des pratiques actuelles et récentes des différents secteurs ? social, personnes âgées, psychiatrie, hôpital, prévention.

L'articulation du sanitaire et du social : travail social et psychiatrie / JAEGER Marcel, BAUDURET

Jean-François - Dunod, Gazette santé-social (La) - 2012 - 192 p.

Cinq cent mille personnes en France cumulent des situations de précarité sociale et de précarité médicale. La souffrance psychique reste le symptôme majeur d'une précarisation qui concerne environ quinze millions de personnes. C'est dire les enjeux fondamentaux de cet ouvrage qui se propose d'illustrer la nécessaire coordination des travailleurs sociaux et des équipes psychiatriques. La maîtrise des problèmes (la souffrance mentale comme la misère sociale) par un seul type de professionnels est illusoire. Il est essentiel que les dispositifs psychiatriques, sociaux, médico-sociaux avancent vers des modes de coopération qui tiennent compte, par-delà leurs logiques propres, de la réalité complexe et instable des besoins des personnes. Il ne suffit pas de dénoncer le corporatisme des professionnels quand sont en cause la juxtaposition des législations et des réglementations, ainsi que le cloisonnement des modes d'organisation. La loi du 21 juillet 2009, dite loi HPST, a déplacé les lignes de partage : désormais le secteur médico-social se détache du secteur social proprement dit et s'intègre dans le périmètre de la santé. Pour autant, la nécessité de dépasser les logiques de cloisonnement pour donner un sens concret aux termes de partenariat, d'ouverture et de travail en réseau demeure.

Reconfigurations de l'Etat social en pratique / BUREAU Marie-Christine - Presses Universitaires du Septentrion - 2012 - 353 p.

Comment les acteurs publics, professionnels et citoyens contribuent-ils à reconfigurer l'État social en France ? À partir de nombreuses études de cas, cet ouvrage a pour ambition de mettre à jour les tendances à l'œuvre dans le champ de l'intervention sociale mais aussi les contradictions qui traversent l'action publique, ainsi que les fenêtres démocratiques qui s'ouvrent au cœur de ces contradictions. On constate ainsi que le contrôle social prend aujourd'hui des formes renouvelées, mais qu'il suscite aussi des modalités inédites de résistance de la part des professionnels. Le triomphe de l'éthique se fait au détriment d'un projet politique de grande envergure, tandis que la rationalisation gestionnaire qui caractérise l'évolution du management dans le champ du social, hypothèque la construction de politiques sociales audacieuses et attentives à la subjectivité des personnes. Pourtant, les citoyens disposent aussi, en particulier par le biais des mobilisations associatives et de la publicisation sur Internet, de nouveaux moyens pour se faire entendre, tenter de rééquilibrer les rapports de domination qu'ils subissent et contribuer à faire évoluer les institutions.

L'envers de la "fraude sociale". Le scandale du non-recours aux droits sociaux / ODENORE - La Découverte - 2012 - 210 p.

Le discours sur la « fraude sociale » a marqué le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Prétendant sauver la protection sociale des assistés et des tricheurs, ce discours a répandu l'idée que les droits économiques et sociaux se méritent et a inoculé une suspicion à l'encontre de leurs bénéficiaires légitimes. En martelant l'idée que le système est « fraudogène », il a prétendu que les droits ne sont pas une obligation et que les prélèvements les finançant ne sont pas un devoir, à l'inverse des principes qui fondent le modèle social français. Or, pour être juste et acceptable, la lutte contre la fraude doit éviter l'amalgame et la division, et participer à une politique générale d'accès aux droits sociaux. Car si la fraude à l'ensemble des prestations sociales est estimée à 4 milliards d'euros par an, son envers, à savoir le « non-recours » à ces aides de la part des très nombreuses personnes qui y ont droit, est bien supérieur. Ainsi, chaque année, 5,7 milliards d'euros de revenu de solidarité active, 700 millions d'euros de couverture maladie universelle complémentaire, 378 millions d'euros d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, etc., ne sont pas versés à leurs destinataires. C'est ce que démontre et interroge cet ouvrage, exemples, faits et chiffres à l'appui. Pour le collectif d'auteurs réuni ici, le nouveau gouvernement doit s'occuper prioritairement du phénomène du non-recours, car ce qui n'est pas dépensé n'est en rien une économie. Cela signifie au contraire l'appauvrissement de bon nombre de ménages et la destruction de recettes pour la collectivité.

Le nouvel âge de la solidarité - Pauvreté, précarité et politiques publiques / DUVOUX Nicolas - Seuil - 2012 - 105 p.

En France, les pauvres sont de plus en plus nombreux et de plus en plus pauvres. Pourtant, au cours des vingt dernières années, des mesures d'assistance et d'insertion ont été adoptées : le RMI, la couverture maladie universelle, le RSA plus récemment. Ces prestations constituent une protection irremplaçable, mais elles sont trop faibles, trop complexes et parfois humiliantes. En fin de compte, elles organisent la précarité plus qu'elles ne la combattent. En outre, elles suscitent une hostilité grandissante de la part de certaines couches populaires, qui se sentent abandonnées des pouvoirs publics. La dénonciation démagogique de l'« assistanat » masque ces difficultés en dressant une partie de la population contre l'autre. Comment sommes-nous entrés dans ce cercle vicieux ? Surtout, comment en sortir ? Ce livre plaide pour une politique de protection plus généreuse et universelle, adaptée à notre société et susceptible de réduire véritablement la pauvreté. Il montre qu'il est possible de réconcilier l'autonomie des individus avec la solidarité nationale.

Economie politique de la protection sociale / ELBAUM Mireille - PUF - 10/2011 - 523 p.

Ce manuel analyse les principaux problèmes économiques auxquels est confrontée la protection sociale en France : démographie-vieillesse, emploi, redistribution, financement, régulation, évaluation. Rassemblant des éléments de connaissance souvent dispersés, il fournit sur chacun de ces points une synthèse mobilisant les enseignements de l'analyse économique, les comparaisons européennes et, pour la France, l'ensemble des données récentes. Destiné aux étudiants des deuxièmes cycles universitaires ou préparant des concours administratifs, il s'adresse aussi à un public plus large. Donnant de l'intelligibilité aux débats et aux réformes intervenus dans notre pays depuis vingt ans, il présente avec clarté les contraintes qui pèsent sur notre système de protection sociale, mais aussi les choix collectifs dont dépendront à l'avenir nos objectifs de cohésion sociale.

Comprendre les politiques d'action sociale / LÖCHEN Valérie

Dunod - 2010 - 458 p.

Les politiques sociales constituent un champ complexe de dispositifs et d'actions sociales au profit d'enfants, de familles, de personnes âgées, handicapées... Connaître l'origine de ces politiques est nécessaire pour comprendre les questions d'aujourd'hui et les enjeux de demain, en particulier dans le contexte actuel de bouleversement de l'environnement du secteur social et médico-social (Loi Hpst, réformes de l'Etat et des collectivités territoriales). Cet ouvrage présente les repères indispensables pour une vision transversale des politiques sociales, des plus anciennes aux plus récentes. Il propose une lecture par problématiques, par publics ou par modes d'action permettant de couvrir les multiples facettes du secteur social et médico-social. Des références juridiques et bibliographiques ordonnées facilitent l'approfondissement des thèmes. Conçu spécifiquement pour les acteurs de l'action sociale, professionnels, étudiants et bénévoles, ce livre constitue un outil d'accompagnement pour faciliter une meilleure connaissance des environnements et des logiques à l'œuvre. Il se veut également une contribution au développement de la transversalité et des partenariats.

Pauvreté, précarité : quels modes de régulation ? / PAUGAM Serge

Presses de l'école des Hautes Etudes en Santé Publique - Printemps 2009 - 229 p.

Le phénomène de pauvreté et de précarité et ses modes de régulation sociale ont connu d'importantes évolutions au cours des vingt dernières années, en Europe comme en Amérique du Nord. Au travers de politiques dites "actives", dans un contexte où les indemnités de chômage sont réduites et limitées dans le temps, nombre de gouvernements comptent sur le renforcement du rôle des marchés pour que les individus exercent les choix les plus favorables à l'emploi - au point qu'il est possible de parler de "remarchandisation" de la relation salariale. Ce numéro propose deux axes de réflexion. Il s'interroge d'abord sur les dimensions de la pauvreté économique. La pauvreté a-t-elle le même sens dans tous les pays ? Se définit-elle principalement en termes d'insuffisance de ressources et/ou de rapport au social (participation à la vie citoyenne, insertion dans des réseaux de proximité ? Il s'intéresse ensuite aux réponses privilégiées par les États. Les politiques d'incitation ou de mise au travail sont aujourd'hui au cœur de l'action menée par les pouvoirs publics. Quels en sont les effets sur la hiérarchie des statuts sociaux ? Quels sont les débats politiques et les controverses autour de ces mesures ?

Le lien social / PAUGAM Serge - PUF - 2009 - 127 p.

Il n'est pas rare d'entendre parler de "crise du lien social" de la nécessité de retisser ce lien. Pour le sociologue, cette notion est au fondement de sa discipline, tant l'homme est dès sa naissance lié aux autres et à la société. Cet ouvrage explicite le sens d'une notion centrale depuis Durkheim, présente une typologie des liens sociaux et de leurs possibles fragilités. L'auteur propose de repenser le lien social aujourd'hui pour mieux relever les défis contemporains de la solidarité.

Repenser la solidarité : l'apport des sciences sociales / PAUGAM Serge

PUF - 01/2007 - 980 p.

La solidarité constitue le socle de ce que l'on pourrait appeler l'homo sociologicus : l'homme lié aux autres et à la société non seulement pour assurer sa protection face aux aléas de la vie, mais aussi pour satisfaire son besoin vital de reconnaissance, source de son identité et de son humanité. Mais, comme Durkheim le soulignait déjà à la fin du XIXe siècle, le risque n'existe-t-il pas que cette interdépendance fonctionnelle soit sans cesse un peu plus méconnue et que les individus, à mesure que croissent leur autonomie et leur liberté, se sentent libérés de toute dette à l'égard des générations antérieures, peu sensibles au destin des générations futures, et finalement hostiles à l'idée d'une redistribution à l'égard des plus défavorisés ? En tant que contrat social, la solidarité doit être réévaluée à l'aune des défis auxquels les sociétés modernes sont confrontées en ce début du XXIe siècle : crise de la société salariale, inégalités entre les générations, inégalités de genre, discriminations multiples, ségrégations urbaines et scolaires intenses, dont les effets suscitent un doute sur nos modèles d'intégration... Les cinquante contributeurs de ce volume ont recherché les moyens d'aborder ces questions en refusant les solutions simplistes. C'est dans le dessein de clarifier le débat et de dissiper les fréquentes confusions entourant les questions de solidarité, qu'ils s'adressent ici aux universitaires, aux responsables politiques, aux syndicats, au patronat, aux associations : en bref, à tous les citoyens attentifs aux enjeux des réformes en cours ou à venir.

Economie politique de l'action sociale / NAVES Pierre, DEFALVARD Hervé, JULIENNE Katia,

PETOUR Patrick - Dunod - 2006 - 313 p.

Les termes « économie » et « action sociale » ne font pas bon ménage. Beaucoup d'acteurs du social estiment que tous les économistes font leur credo du modèle simpliste de l'homo œconomicus. Il est vrai que certains économistes portent sur le monde le regard réducteur d'une psychologie simplifiée plus qu'à l'extrême tandis que d'autres tentent d'exprimer à toute force des réalités sociales sous forme d'équations. Parce qu'elle est, depuis sa naissance, la science de la valeur des biens et des services, l'économie s'intéresse à ce qu'elle appelle des « marchés ». Mais ces marchés ne se trouvent pas fatalement réduits à un « état de nature », ils sont les produits d'organisations sociales. Aussi, certains économistes s'intéressent aux formes sociales du marché et du hors marché, à leurs articulations et désarticulations. L'action sociale est pour eux un champ de réflexion, une source de questionnements et d'intervention. Les auteurs de l'ouvrage ont mis en commun la variété de leurs expériences et de leurs réflexions, pour considérer conjointement le social et l'économique. Ils décrivent la production des règles qui fondent l'intervention publique dans le domaine social et montrent que cette production répond à une logique politique qui n'exclut pas le jeu des acteurs économiques. Ils présentent l'importance des questions sociales et des modalités de leur prise en charge dans l'économie française actuelle. Ils insistent enfin sur l'utilité que soient faits des choix politiques d'investir dans l'action sociale.

Evaluer les politiques sociales / CAUQUIL Guy, LAFORE Robert

L'Harmattan - 2006 - 334 p.

Ce livre apporte un éclairage concret et réflexif sur la diversité des pratiques dans le domaine de l'évaluation des politiques sociales. L'évaluation procède d'un changement profond des représentations concernant les modalités d'organisation et de légitimation de l'action collective. Il s'agit donc d'analyser les résistances que suscite l'exercice évaluatif et de relier cela au contexte politique et institutionnel où s'affirme une nécessité de réguler, rénover et moderniser le secteur.

Bibliographie

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex
www.cnfpt.fr

Directeur de publication : **Patrick Debut**, Directeur

Responsable du centre de ressources : **Madeleine Baché**

Conception et réalisation : **Bérangère Godement, Nathalie Robichon, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2013 CNFPT/ INSET D'ANGERS

